



**Les implications  
du projet américain de "Grand Moyen-Orient"  
pour le Maghreb**

**Mémoire de géopolitique  
du Commandant Donald JONES**  
dans le cadre du séminaire Géopolitique du Maghreb

Directeur de séminaire : Mme Nicole Grimaud  
Docteur d'Etat en Sciences Politiques

**Avril 2005**

## **FICHE DOCUMENTAIRE**

1. Les implications du projet américain de "Grand Moyen-Orient" pour le Maghreb
2. Commandant (Terre) Donald JONES (Nouvelle Zélande)
3. 1er avril 2005
4. Division B
5. Mémoire de Géopolitique
6. Le Grand Moyen Orient est un projet en trois volets de restructuration économique, politique et socio culturelle pour pays du monde arabe et la plupart des pays musulmans du monde dans une grande bande qui va de la Mauritanie et du Maroc à l'ouest à l'Afghanistan et au Pakistan. Le projet suscita de nombreuses réactions négatives autant dans le monde arabe qu'avec l'Europe. Le projet se nourrit à la base des deux théories qui ont marqué la période de l'après-guerre froide. Celle de Samuel Huntington sur le choc des civilisations et celle dite des dominos. La perspective prise pour ce mémoire est de tenter d'analyser les interactions du plan Grand Moyen Orient et du Maghreb et plus spécifiquement quelles sont les implications du plan pour le Maghreb. Les cinq pays d'Afrique du Nord considérés sont la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye. Il semblerait pour beaucoup que les États-Unis reprennent à leur compte des initiatives menées par l'Europe depuis 1995 et ceci a commencé avec l'initiative Eizenstat. Le tournant du 11 Septembre 2001 est un élément absolument essentiel dans la genèse du projet Grand Moyen-Orient. Il y a peu de chance qu'il ait existé de la même façon sans cette catastrophe.
7. Grand Moyen Orient, Etat-Unis, Maghreb, G8

# **Qu'est-ce que le projet américain de "Grand Moyen-Orient" implique pour le Maghreb?**

## **SOMMAIRE**

### **PREMIÈRE PARTIE : LA POLITIQUE ETRANGÈRE AMERICAINE ET LE PROJET GRAND MOYEN-ORIENT**

Les fondements de la politique étrangère américaine

Le tournant du 11 Septembre 2001

Le projet Grand Moyen-Orient : principe ,genèse et évolution  
de Eizenstat au Forum de l'Avenir

### **SECONDE PARTIE : REACTIONS ET IMPLICATIONS FACE AU PROJET GMO**

Réactions

Implications pour le Maghreb

L'Europe défiée dans ses relations avec le Maghreb

Une réorientation stratégique volontaire vers les Etats-Unis ?

## INTRODUCTION

*Tant que le Moyen-Orient sera en proie à la tyrannie, au désespoir et la colère il continuera à produire des hommes et des mouvements qui menacent la sécurité de l'Amérique et de nos amis. C'est pourquoi les Etats-Unis poursuivent une stratégie de liberté dans le Grand Moyen-Orient* » (Discours de George W. Bush sur l'état de l'union, janvier 2004.)

Qu'on l'appelle « Grand Moyen-Orient » (ancienne version) ou « Partenariat pour le progrès et le futur commun avec la région du Grand Moyen-orient et de l'Afrique de Nord » (nouvelle mouture), cette initiative américaine occupe désormais l'espace médiatique, figurant à l'ordre du jour du G8 (8-10 juin 2004), du sommet Europe – Etats-Unis (26 juin 2004) et du sommet de l'OTAN (28-29 juin 2004 à Istanbul). Ce projet attira immédiatement l'attention car c'était une importante proposition de politique étrangère émise par une grande puissance. Il attira aussi l'attention non seulement parce qu'il fut endossé par le niveau suivant de pouvoir planétaire ; en l'occurrence le G8 ; mais aussi à cause de ses buts apparemment impossible à atteindre. Succéder dans n'importe lequel des objectifs que le projet s'est fixé tiendrait de l'exploit, pour n'importe quel pays au monde. Donc, quand sont combinés la quasi-totalité des pays du monde arabe et la plupart des pays musulmans du monde dans une grande bande qui va de la Mauritanie et du Maroc à l'ouest à l'Afghanistan et au Pakistan à l'est cela occasionne des réactions. Il semble presque impossible de combiner un dans ensemble géographique aussi hétéroclite, des concepts aussi abstraits que la démocratie, la bonne gouvernance, l'éducation pour tous, la liberté d'expression et l'égalité entre les hommes et les femmes tout en développant économiquement chaque pays concerné.

Le Grand Moyen Orient est un projet en trois volets de restructuration économique, politique et socio culturelle. Rendu public et diffusé à l'intention des lecteurs arabes par le journal arabe Al-Hayat de Londres, le 13 février 2004, le projet s'appuie sur les résultats du premier rapport sur le Développement Humain dans le Monde arabe (2002-2003) qui révélait les immenses carences en matière d'éducation (40%

d'analphabétisme), les défis en terme de création d'emplois (50 millions de jeunes sur le marché du travail d'ici 2010), la pauvreté rampante et l'endettement élevé ainsi que les limitations à la liberté d'expression et au libre choix. Mais les origines et les implications sont bien plus complexes qu'elles n'y paraissent. Projet politique autant qu'économique le GMO est avant tout un projet de « remodelage ».

La perspective prise pour ce mémoire est de tenter d'analyser les interactions du plan Grand Moyen Orient et du Maghreb et plus spécifiquement quelles sont les implications du plan pour le Maghreb. Les cinq pays d'Afrique du Nord considérés sont la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye. Dans le but de comprendre au mieux nous nous attacherons dans un premier temps à tracer un bref historique des principes et fondement de la politique étrangère américaine, en mettant en exergue les liens qui lient le projet à l'essence même de la pensée politique américaine. Ensuite, nous évoquerons le tournant de la tragédie du 11 Septembre 2001 élément catalyseur du projet. Nous décrirons ensuite la Genèse et les différentes étapes de ce projet. Puis dans une seconde partie, nous exposerons les implications dudit projet pour les cinq pays du Maghreb qu'il concerne. Enfin, nous verrons que par delà ses implications directes pour le Maghreb, le GMO présente d'autres implications : pour l'Europe et aussi pour toute la structure géopolitique de la zone. Enfin nous nous questionnerons pour savoir si une réorientation des pays maghrébins vers les Etats-Unis est inévitable.

## **PREMIERE PARTIE : LA POLITIQUE ETRANGÈRE AMERICAINE ET LE PROJET GRAND MOYEN-ORIENT**

Un bref aperçu des principes fondamentaux de la politique étrangère américaine est un préalable nécessaire pour mieux comprendre les motivations profondes des initiateurs du plan Grand Moyen Orient (GMO). Le plan présenté par l'administration Bush semble avoir l'attraction de la nouveauté, cependant on peut y retrouver certains liens et similarités avec des plans, des pensées et des actions passées.

### **A /Les fondements de la politique étrangère américaine**

#### *1. La destinée manifeste de l'Amérique*

On doit se souvenir que l'Amérique a été fondée par des colons idéalistes et fervents chrétiens dont les idéaux de liberté de démocratie et la foi en Dieu étaient inscrits dans la constitution fondatrice de 1789. De nos jours, ces certitudes et la Constitution ont été les références clef qui continuent d'apporter de la pertinence aux politiques et à la législation et aux décisions de justice américaines. L'un des principes essentiels de la politique américaine est *The Manifest destiny* (la Destinée Manifeste) des Etats-Unis. C'est un concept utilisé par les pères fondateurs de la nation américaine dès 1840<sup>1</sup>, pour à l'époque, entre autre, justifier l'expansion vers l'Ouest. Les Américains avaient le sentiment que c'était leur mission d'étendre « les frontières de la liberté » aux autres. En transmettant leur idéalisme et la démocratie ils avaient et ont toujours le fort sentiment d'être investit d'une mission divine. Pour le géopoliticien Yves Lacoste ; « la *manifest destiny* est [le] destin, [le] rôle que Dieu a confié à l'Amérique de développer les valeurs de liberté, de justice et de progrès et de les étendre, les défendre contre toute tyrannie »<sup>2</sup>

#### *2. La doctrine Wilson*

La Première Guerre Mondiale a par ailleurs forcé les Etats-Unis à s'impliquer, même à contrecœur, dans les querelles européennes. C'est en 1919, dans l'immédiate après-

---

<sup>1</sup> KISSINGER Henry, *La Nouvelle puissance américaine*. Paris ; Fayard, 2003.  
Fondements de la mission universelle de l'Amérique. Tocqueville citation « destinée manifeste de l'Amérique ». L'évolution de ce principe = l'américain convaincu que la solution est le bien-être international par la diffusion de la réussite américaine p267

<sup>2</sup> (note source Les Etats-Unis et le reste du monde », revue Hérodote n° 105- second trimestre 2003 p.5)

guerre que sera énoncée le nouveau paradigme connu sous le nom de doctrine Wilson. Dans ce qui fut une déclaration d'espoir, le Président Woodrow Wilson proclama que les peuples devaient être libre de choisir leur propre destinée. Cette déclaration ne fut pas bien reçue. Considérée comme une chimère, la théorie Wilsonienne mis du temps à s'établir spécialement dans le contexte des idéologies rivales de l'époque. Après 1945, elle fut reprise avec plus de pragmatisme par Franklin D Roosevelt quand le schéma libéral et internationaliste et fût, cette fois, mis en place avec plus de succès. Il servi de base à la politique de Washington vis-à-vis des vaincus. Ce principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a aussi inspiré beaucoup de colonies des pouvoirs européens affaiblis par la guerre. Les idées de Wilson ont involontairement engendré de forts mouvements nationalistes à travers le monde. Même si tous les efforts nationalistes n'ont pas aboutis à l'indépendance sur le court terme, le legs et le symbolisme des principes wilsoniens résonne toujours.

Les vues et actions du Président Reagan sur le rôle de l'Amérique dans le monde sont vraiment significatives, non seulement de l'Amérique des années 1980 mais aussi de son influence sur la politique actuelle de l'administration Bush. Sa position contre le terrorisme et sa volonté d'attaquer les pays du Moyen-Orient supportant le terrorisme sont spécialement applicables à cet essais. Sous le mandat du Président Georges Bush Senior les Etats-Unis renforcent leur participation aux affaires du monde en particulier entre 1990 et 1991 avec la Guerre du Golfe. En effet, le Président George Bush remet au goût du jour les paradigmes wilsoniens et qui seront source d'inspiration pour un « Nouvel Ordre Mondial basé sur un état de droit dont les Nations Unies devait être la pierre angulaire »<sup>3</sup>. Cependant cette croisade démocratique [la Guerre du Golfe] fut très mal perçue dans le monde islamique. En effet, la présence américaine sur les lieux saints de l'Islam et peu être le manque de discernement culturel ainsi que l'évidente hégémonie militaro économique des Etats-Unis leur donna une image de « gendarme du monde » qui essaye d'imposer à la planète son système de valeurs.

---

<sup>3</sup> HAINE Jean-Yves, « La politique étrangère américaine » : Wilson orphelin " in *Les politiques étrangères. Ruptures et continuités*, Frédéric Charillon (dir.), coll. Les Études, La Documentation française, Paris, 2001, pp. 35-62.

L'on pourrait penser que les mandats Républicains sont plus enclins à des politiques étrangères « musclées » que les administrations Démocrates. Pourtant si l'on y regarde de plus près l'esprit de la croisade pour la démocratie n'est pas un concept exclusivement utilisé par les Républicains. Déjà, en 1961 Kennedy affirmait : « *Faites savoir à toutes les nations, qu'elles nous souhaitent du bien ou du mal, nous payerons n'importe quel prix, soutiendrons n'importe quel fardeau, rencontrerons toutes difficultés, soutiendrons n'importe quel ami, nous opposerons à n'importe quel ennemi, pour assurer la survie et le succès de la liberté* »<sup>4</sup>. Clinton, un autre démocrate, même s'il privilégiait le *soft power*<sup>5</sup> et les relations multilatérales dans sa politique étrangère a tenu des propos qui pourraient avoir eu quelque influence sur les principes du GMO et qui pourrai de façon prémonitoire révéler la vraie nature caché du projet

« *Notre stratégie de sécurité nationale est donc fondée sur l'objectif d'élargir la communauté de démocraties de marché tout en dissuadant et en limitant la gamme des menaces qui pèsent sur notre Nation, nos alliés et nos intérêts. Plus la démocratie et la libéralisation politique et économique s'imposeront dans le monde, notamment dans les pays d'importance stratégique pour nous, plus notre Nation sera en sécurité et plus notre peuple sera susceptible de prospérer* »<sup>6</sup>

### 3. La montée en puissance des idées des néo-conservateurs

Au commencement de son mandat la première administration Bush débuta sa politique étrangère par une version bien plus modérée qui s'apparentait plus aux politiques isolationnistes de l'entre-deux guerres. Le 11 Septembre 2001 a marqué un tournant radical dans cette politique. L'équipe présidentielle composée essentiellement de néo-conservateurs d'obédience reaganienne, les modérés, les gestionnaires réalistes comme Colin Powell et Condoleezza Rice s'effacent derrière le poids des extrémistes tels Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Richard Pearl, John Ashcroft qui professent une idéologie wilsonienne réaliste. Ces néo-conservateurs cherchent à façonner le monde selon leurs valeurs comme désirait le faire le Président Wilson. Les interventions de

---

<sup>4</sup> Kennedy's inaugural address of 1961

<sup>5</sup> Selon B. Takheroubt, « Le soft power est la capacité d'atteindre les objectifs par la séduction et la persuasion ; il diffère du « hard power », qui est d'utiliser le bâton de la puissance économique et militaire afin d'amener les autres à suivre la volonté imposée plus que proposée. » in TAKHEROUBT B. « Les USA et l'UE se disputent les pays du Sud-Méditerranéen. La guerre des programmes de développement » L'Expression, 16 février 2005.

<sup>6</sup> Extrait du document Stratégie de Sécurité Nationale présenté par le Conseil de Sécurité Nationale de l'administration Clinton. <http://www.thucydide.com/realisations/comprendre/usa/usa6.htm>

Bush dans l'immédiate après 11 Septembre clamant « [...] *Nous avons trouvé notre mission* »<sup>7</sup> illustrent bien cette tendance.

## **B/ Le tournant du 11 Septembre 2001**

La prédiction faite par Alexis de Tocqueville à la moitié du 19ème affirmant que la démocratie est "universelle et irrésistible"<sup>8</sup>, bien que par encore avérée, semble aujourd'hui de moins en moins susceptible d'être réfutée. La réflexion sur la « contagion démocratique » est ancienne. Mais elle redevenue d'actualité et plus pressante après le 11 Septembre 2001. Les attentats du 11 Septembre ont été un déclencheur : en provoquant un choc psychologique important, ils ont constitué une véritable opportunité pour une partie de l'équipe Bush. En effet, les néo-conservateurs, les « faucons » formés dans le contexte de la Guerre Froide recherchaient un moyen de conserver une marge de supériorité à la puissance des Etats-Unis. La pensée des néo-conservateurs s'est imposée à une élite désemparée. Elle est défendue et propagée par les experts des *think – tanks* (groupes de pensée) conservateurs<sup>9</sup>. Zbigniew Brezinski<sup>10</sup> n'hésite pas à moquer cette « démocratie impatientement imposée » (*democracy impatiently imposed*) qui peu mener à des conséquences inattendues<sup>11</sup> sur lesquelles nous nous étendrons plus loin. Cela n'empêche pas Nicolas Burns, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au près du conseil Atlantique Nord, lors de la réunion de l'OTAN à Prague en 2002<sup>12</sup>, de prédire que « le mandat de l'OTAN est de défendre l'Europe et l'Amérique du Nord, mais (cela n'est pas) possible en restant en Europe de l'Ouest, en Europe Centrale et en Amérique du Nord [...] l'Avenir de l'OTAN est à l'Est et au Sud. Il est dans le GMO. »<sup>13</sup>.

Ce tournant est donc un élément absolument essentiel dans la genèse du projet Grand Moyen-Orient. Il y a peu de chance qu'il ait existé de la même façon sans cette

---

<sup>7</sup> Discours 12 septembre 2001

<sup>8</sup> TOCQUEVILLE Alexis de. « De la Démocratie en Amérique » in *Oeuvres Complètes de Tocqueville*. Paris ; Collection Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1986

<sup>9</sup> FRACHON Alain, VERNET Daniel. *L'Amérique messianique : Les guerres des néo-conservateurs* ; Paris ; Seuil, 2004.

<sup>10</sup> Ancien conseiller de la Sécurité nationale de Jimmy Carter

<sup>11</sup> BRZEZINSKI Zbigniew "The Wrong Way to Sell Democracy to the Arab World " New York Times, Page 19. 8 mars 2004

<sup>12</sup> International Herald Tribune 23 Novembre 2002

<sup>13</sup> cited in International Herald Tribune 23 Novembre 2002

catastrophe. Ceux qui prétendent que ce projet est principalement à propos de sécurisation de la région pour l'éternel allié des américains, Israël, devraient se demander : si tel est le cas pourquoi n'a-t-il pas été proposé de cette façon avant le 11 Septembre ? En effet, l'administration Bush souhaitait assurer l'avenir de ses alliés et spécialement Israël, mais le fait que l'Amérique fut attaquée sur son propre sol, au cœur même de New York, est la raison essentielle pour laquelle les Etats-Unis voulurent adresser le problème du terrorisme à travers le projet GMO. Après un tel évènement, presque n'importe quelle politique intérieure et étrangère devenait acceptable pour prévenir un autre attentat de ce type, même l'anti-démocratique « Patriot Act ».

Nous pouvons considérer le projet Grand Moyen comme étant influencé par les héritages fondamentaux de la pensée américaine en matière de politique étrangère ainsi que nous les avons détaillés dans la partie précédente de ce mémoire. Cependant sans le catalyseur que fut le 11 Septembre ils n'auraient jamais généré la vaste envergure que le projet a produite.

## **C/ Le Projet Grand Moyen-Orient Principes, Genèse et évolution : de Eizenstat au Forum de l'Avenir**

### *1. Principes*

Le projet se nourrit à la base des deux théories qui ont marqué la période de l'après-guerre froide. Celle de Samuel Huntington sur le choc des civilisations<sup>14</sup> et celle dite des dominos. La première servant pour fabriquer l'ennemi, notamment « musulman ». Et la seconde, une nouvelle théorie des dominos appliqué au Moyen Orient offrant une solution aux problèmes inhérents » au monde de l'Islam grâce au « cercle vertueux » de la démocratisation. Encourager la démocratie, la bonne gouvernance, construire une société de savoir et étendre les chances économiques tels sont les mots du plan GMO. La démocratisation est l'argument brandi par les *faucons* néo conservateurs de l'administration américaine. Celle-ci se saisit de l'exemple irakien pour inscrire ses objectifs stratégiques dans une « transformation de l'espace géopolitique », mais aussi des mentalités et des attitudes supposées être des sources de menaces « pour l'Occident » et ses alliés locaux.

---

<sup>14</sup> HUNTINGTON Samuel P. " Le choc des civilisations ? ", Revue Commentaire, n° 66. Editions Plon 1994.

## 2. Genèse et évolution

Dans les années précédant le lancement du projet GMO début 2004, il y eu un certain nombre d'initiatives et de projets plus ou moins esquissés. Plus précisément, l'Initiative Eizenstat et le US Middle East Partnership (MEPI) ont aidé les Américains à planter le décor et à montrer leur soudain regain d'intérêt pour la région.

### 2.1 Le projet Eizenstat

Quelques années après le lancement du projet européen de Barcelone en 1995, comme en quasi représailles, le 16 juin 1998, sous le mandat Clinton les Américain initièrent une offensive commerciale vers le Maghreb. L'initiative Eizenstat, du nom de son rapporteur face à la Chambre de Commerce Tunisienne est une proposition en quatre parties de partenariat économique visant le secteur privé: le renforcement du dialogue au plus haut niveau, l'accélération des réformes structurelles dans chaque pays, un rôle accru pour le secteur privé et le démantèlement des barrières intra régionales entravant le commerce et les investissements. L'un des principes de base de cette proposition est le soutien, par les Etats-Unis, des efforts du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie, en encourageant les investisseurs américains à parier sur l'Afrique du Nord, différant en cela des objectifs du partenariat euro méditerranéen. Cette première approche rencontra un demi-échec car à l'instar de ce qui se passera plus tard pour le GMO il n'y eu pas de consultation avec les intéressés ni les milieux diplomatiques Nord africains en poste à Washington. Egalement, elle n'offrait rien en échange et s'écartait des relations habituelles du partenariat avec l'Europe<sup>15</sup>. Dans un discours donné à Hem en novembre 2001<sup>16</sup>, le conseiller économique auprès de l'ambassade américaine à Rabat, Maroc reconnaît que l'initiative Eizenstat est loin d'avoir atteint son but final d'intégration économique régionale et qu'au lieu du grand marché régional rêvé, les investisseurs se voient réduit à renforcer les relations bilatérales avec chaque partenaire individuel. De plus, les efforts Américains se heurtent aux barrières qui séparent les

---

<sup>15</sup> DAGUZAN Jean-François, Les Etats-Unis et la Méditerranée Ouvrage collectif, sous la direction de Jean-François DAGUZAN, Toulon, FME, 2001 Collection STRADEMED n°12 *Fondations méditerranéenne d'études stratégiques*. Editions Publisud 2002

<sup>16</sup> JOHNSON Richard . *Le Maroc entre deux visions : L'Europe et les Etats-Unis*. Conférence à Hem, 13 novembre 2001. Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Rabat.

pays du Maghreb qui font très peu d'affaires ensemble<sup>17</sup>. Cependant, si l'on regarde avec attention les objectifs énoncés dans Eizenstat, on retrouvera ces derniers dans le projet du GMO. Ces objectifs sont la sécurité, la prospérité économique et l'avenir démocratique<sup>18</sup>. Quoiqu'il en soit l'initiative était intéressante pour diverses raisons portant sur la forme. En particulier, elle fut présentée devant une chambre de commerce, ce qui tend à démontrer la confiance et la foi qu'ont les Etats-Unis dans le secteur commercial comme moyen d'introduire les changements sociétaux. Troisièmement, c'était une initiative importante mais introduite d'une manière indirecte sans beaucoup de battage médiatique. Elle reflétait une approche *soft power*. C'est difficile de le prédire mais peu être l'administration Bush aurait attiré bien moins d'opposition de l'opinion publique si elle avait lancé le projet GMO d'une façon similaire.

### *2.2 Le Middle East Partnership Initiative (Initiative de Partenariat avec le Moyen Orient, MEPI).*

Pour continuer dans la chronologie de ces différentes initiatives américaines à l'instar des pays arabes et du Maghreb une autre action clé pavant le chemin pour le projet GMO est l'établissement du Middle East Partnership Initiative (Initiative de Partenariat avec le Moyen Orient, MEPI). Colin Powell le lança le 12 décembre 2002.

### *2.3 Le sommet du G8 à Sea Island*

Le 24 janvier 2004, Dick Cheney présenta le projet américain pour la première fois publiquement au Sommet Economique de Davos en Suisse. Dès l'annonce du projet la diplomatie américaine eu besoin de besogner pour encourager les hésitants et s'adresser aux craintes des opposants. Stephen Hard et Elliot Abrams du Conseil de Sécurité ainsi que Marc Grossman et William Burns du Département d'Etat, figures clés de l'administration Bush furent au nombre des émissaires américains envoyés immédiatement après le discours de Cheney. Le projet fut ensuite présenté au Sommet du G8 de Sea Island, Etats-Unis en juin 2004. A cette date le projet qui n'était

---

<sup>17</sup> *Les enjeux de l'intégration maghrébine* Ministère des Finances et de l'Intégration du Royaume du Maroc. Document de travail n°90. Juillet 2003. p 16.

[http://www.finances.gov.ma/dpeg/publications/en\\_catalogue/doctravail/doc\\_texte\\_integral/dt90.pdf](http://www.finances.gov.ma/dpeg/publications/en_catalogue/doctravail/doc_texte_integral/dt90.pdf)

<sup>18</sup> DAGUZAN Jean-François, « La Méditerranée au prisme du nouveau panorama stratégique: du partenariat de Barcelone au "Grand Moyen-Orient" ». *Fondation Méditerranéenne d'Etudes stratégiques*. p14

auparavant qu'à l'état de rumeur, fut officiellement lancé. Il est important de souligner que c'est officiellement un projet du G8, que les américains semblent intéressés à renforcer. L'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, M. Howard Leach, lors d'une intervention publique le 9 décembre dernier devant le CMDN a clairement insisté sur ce point. Quoiqu'il en soit, la plupart continuent de s'y référer comme étant le projet Américain de Grand Moyen Orient.

#### *2.4 Le Forum de l'Avenir*

Le Forum de l'Avenir qui s'est tenu récemment à Rabat est le pas le plus significatif vers l'établissement et la réalisation du projet GMO depuis l'annonce officielle de ce dernier en janvier 2004. Ce Forum aurait pu présenter une importante opportunité pour faire avancer les souhaits exprimés par les Etats-Unis et le sommet du G8. Il présentait également une chance pour les pays concernés de faire entendre leurs opinions. Enfin, il offrait à ces derniers la possibilité de recueillir des informations supplémentaires relatives au processus de ce presque irréalisable projet. Il était aussi, du point de vue des Américains, un tremplin très important pour le projet GMO. Il s'est tenu à un moment opportun pour ceux-ci où il était temps de redynamiser leur projet et de d'assurer sa prospérité. Colin Powell déclara lors du débat de clôture que le Forum avait été « une manifestation historique couronnée de succès »<sup>19</sup>. La langue de bois diplomatique ne peut cacher une réalité qui semble être toute autre. Si l'on en croit les observateurs<sup>20</sup>, la rencontre a été « décevante ». Le Forum a été boudé par beaucoup de pays concernés et comme le souligne Moshen Toumi, académique et fervent partisan de l'Euromed, dans une interview sur France Culture, « même le roi du Maroc était absent ! »<sup>21</sup>. En effet pour la plupart des participants ce n'était pas un succès du tout. Pour commencer, la conférence fut trop courte pour adresser les priorités, et encore moins de résoudre, le nombre important d'inquiétudes émanant d'un si large nombre de pays. Le manque d'argent fut également un point critique. Les Etats-Unis sont un important donateur dans la région. Ils fournissent plus d'1 milliards d'USD/an au monde arabe via l'aide bilatérale et le MEPI<sup>22</sup>. Comparé au dérisoire fond régional de

---

<sup>19</sup> LAHLOU, Yasmina « Le Forum de l'avenir n'aura pas lieu » Jeune Afrique l'Intelligent No 2293, 19-25 décembre 2004.p22

<sup>20</sup> Op.cit ; Moshen Toumi France Culture- émission les Enjeux diplomatiques 11/01/2005.

<sup>21</sup> Op.cit

<sup>22</sup> Site du département d'Etat Américains - <http://mepi.state.gov/mepi/c10130.htm>

100 millions d'USD annoncé lors du Forum le différentiel est immense. Mais il y a pire ; les Américains ne se sont effectivement engagés que sur la somme de 15 millions sans même préciser les détails de l'affectation des sommes. Pour mémoire la contribution de l'Union européenne dans la région est de 3 milliards par ans<sup>23</sup>.

Et, faisant référence aux résolutions prises, les observateurs de souligner que :

*« Cette conférence "Made in USA" fut donc une occasion manquée par Washington de remodeler la carte géopolitique de la région, puisque la vision bushienne du "GMO" a été plombée par des participants qui n'ont eu de cesse de réaffirmer leur souveraineté et le principe de non-ingérence. Match nul, donc »*<sup>24</sup>

De plus lors des débats, le secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, a stigmatisé le penchant américain à donner des leçons en 'oubliant' le déséquilibre de leur politique arabe. Aussi, se faisant en quelque sorte le porte-parole de l'opinion publique arabe, il a également souligné l'inégalité du partenariat envisagé « Comment ce partenariat pourra-t-il réussir, alors que l'une des parties est accusée de terrorisme ? »<sup>25</sup>. Les Etats-Unis et le G8 conservent, malgré tout, leurs plans pour le Maghreb et leur vision de développement économique est partagée par les pays concernés. Toutefois, force est de constater qu'une importante opposition demeure autant chez certains décideurs que dans l'opinion publique arabe. De plus, l'on peu percevoir dans l'édulcoration du projet initial et de leur rhétorique une diminution d'intérêt des Américains pour leur propre projet. On peu se demander si avant les élections présidentielles de novembre 2004, Bush n'avait besoin de rassurer l'opinion publique, par cet exercice de relations publiques. Le Forum peut-il être décrit comme le commencement de la fin pour le projet du Grand Moyen Orient ? C'est possible mais peut-être les Etats-Unis font-ils seulement une pause face à l'opposition, le temps de réajuster leur stratégie.

### *3. Le Contexte géo stratégique du projet*

Le GMO espère développer un large nombre de pays sur une surface géographique très étendue allant de la Mauritanie à l'Ouest à l'Afghanistan et au Pakistan à l'Est, en

---

<sup>23</sup> Lahlou op. Cit p.22

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> Amr Moussa, Réunion de la Ligue Arabe. Le Caire.

incluant au passage le Maroc et la Libye. Pour résumer, il inclus des entités géographiques telles le Maghreb, le Mahkresh et le Golfe Persique. Il inclus en outre des pays tels la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan et aussi Israël. C'est pour cette raison que les américains ont utilisés le terme de « Grand Moyen Orient » (*Greater Middle East*) car il comprend une si large zone, une zone plus large que celle que quiconque puisse imaginer en pensant au Moyen-Orient. Ceci suscite pour les pays du Maghreb central une interrogation géographique et un problème sémantique de confusion entre arabes et musulmans - résultat d'une mauvaise approche culturelle américaine<sup>26</sup>.

Quand le projet fut officiellement annoncé en février il rencontra une résistance importante de toute parts. Il n'y eu pas d'accueil chaleureux du projet par les leaders des pays concernés ; le Président Egyptien Mubarak l'a même qualifié d'illusoire. Du côté européen également et en particulier de la France en la personne de Jacques Chirac qui dénonça le « *proselytizing of democracy* »<sup>27</sup> et de ceux qu'il ajournerai encore la résolution du conflit Israélo-palestinien. Chris Patten, le commissaire européen pour des relations extérieures déclarait que « Nous [Union Européenne], nous ne voulons pas donner l'impression que nous parachutons nos idées dans la région »<sup>28</sup>. On peu également signaler les manifestations publiques contre le projet dans la région elle-même. Face à ce tollé Washington altera le projet et avec le temps ce dernier fut renommé Broader Middle Eastern and North Africa Initiative (BMENA) et réussi à le faire endosser par le Groupe des Huit pays Industrialisés (G8) au sommet de Sea Island en Juin<sup>29</sup>.

Le projet est centré sur la plupart des pays musulmans et ceux de la région perçus comme terrains fertiles pour le terrorisme, comme nous l'avons vu dans la section sur le 11 Septembre. Le fait que les attentats aient pour origine cette région a beaucoup à voir avec le contenu du projet. Les Américains essayèrent vainement de déterminer pourquoi Al Qaeda mena ces attaques et pourquoi de groupes semblables ont tant de support dans le monde arabe. Les raisons sont multiples mais elles incluent colère et frustrations contre la politique étrangère américaine dans la région, positions culturelles,

---

<sup>26</sup> source Moshen Toumi France Culture- émission les Enjeux diplomatiques 11/01/2005

<sup>27</sup> M. Lee 7/12/04 <http://www.middle-east-online.com/english/morocco/>

<sup>28</sup> The Economist A creaking partnership in *The Economist Global Agenda*. 7 juin 2004.

<sup>29</sup> M. Lee 7/12/04 <http://www.middle-east-online.com/english/morocco/>

politiques et religieuses antagonistes et situations économiques de pays pauvres. Les déclarations sur le projet n'ont pas ouvertement posé le 11 Septembre comme élément moteur mais il en est certainement le catalyseur. Les guerres ultérieures en Afghanistan et en Irak ont renforcé le fait que la région est un problème pour les Etats-Unis. C'est aussi une zone qui ne peut être facilement isolée ou ignorée à cause du pétrole et de ses exportations régulières tant nécessaires pour des pays comme les Etats-Unis et le monde.

Qu'est que le projet implique et propose exactement ? Si l'on regarde le texte endossé par le sommet du G8 en juin 2004<sup>30</sup>, "Partenariat pour le progrès et un avenir commun avec la région du Moyen-Orient élargi et l'Afrique du Nord" (BMENA), l'on peut évaluer comment le projet a intégré les critiques initiales. Il mentionne largement le respect pour la diversité et le fait que « le changement ne doit pas et ne peut être imposé de l'extérieur »<sup>31</sup>. Il mentionne également comme corollaire le besoin d'établir la paix en Irak, en Israël et en Palestine et d'avoir des gouvernements indépendants et souverains dans ces pays. Le projet du GMO statue qu'il doit s'appuyer sur d'autres projets existants. Le projet comprend trois principaux volets. Le premier est relatif à la sphère politique. Dans celui-ci le G8 souhaite le progrès vers la démocratie, la bonne gouvernance, la réforme de l'Etat, la modernisation et les droits de l'homme. Le deuxième volet a trait à la sphère culturelle et sociale. Dans ce domaine, le G8 souhaite l'éducation pour tous, la liberté d'expression, l'égalité des sexes et l'accès à l'information et à la technologie partant du postulat qu'une main-d'œuvre éduquée et une population sachant lire conduiront à la modernisation, à la prospérité et à une participation active au monde. Le troisième volet est économique. Il déclare que la priorité première de la plupart des pays de la région est de créer des emplois. Le G8 promet d'aider sur ce point en travaillant avec les gouvernements et le monde économique pour encourager l'entreprise, le commerce, les investissements, les réformes financières et pour combattre la corruption etc. Le G8 prévoit aussi de promouvoir le commerce intra régional qui pour le moment stagne<sup>32</sup>.

---

<sup>30</sup> Partnership for Progress and a Common Future With the Region of the Broader Middle East and North Africa – Sea Island, Georgia

<sup>31</sup> Ibid

<sup>32</sup> *Les enjeux de l'intégration maghrébine* Ministère des Finances et de l'Intégration du Royaume du Maroc. Document de travail n°90. Juillet 2003. p 16.

## SECONDE PARTIE : Réactions et implications face au projet GMO

### A / Réactions

Comme nous l'avons souligné dans la Première partie, le projet suscita de nombreuses réactions. Outre les premières objections d'ordre sémantique évoquées précédemment soulignant le fait que la notion du GMO est une notion géographique vague qui escamote « l'identité arabe » et la noie dans un ensemble géopolitique où se juxtaposent des histoires et des cultures différentes<sup>1</sup> et celles émises quand au manque de consultation des premiers concernés lors du lancement du projet<sup>2</sup>; subsistent des objections de fond. D'aucun peut noter le fort sentiment que le projet est plus là pour servir les intérêts américains que ceux des populations concernées par ledit projet. C'est « un nouveau colonialisme qui, comme l'ancien, dit vouloir nous apprendre la démocratie et le progrès. »<sup>3</sup>, souligne Al-Ahram, journal gouvernemental égyptien. Le projet ne fait aucune allusion au conflit israélo-palestinien, ni à la situation de l'Irak<sup>4</sup>.

L'une des grandes objections avancées par les intellectuels arabes porte plus sur le modus operandi. La démocratie n'est ni une technique électorale, ni à fortiori un produit exportable. Elle est davantage une culture et de ce fait elle se développe à l'intérieur d'une culture, d'une société qui lui donne une coloration spécifique. L'idée de réformer de l'extérieur, quasi manu militari, paraît pour le moins saugrenue. C'est certainement à cet effet, qu'entre février et juin que le projet fût édulcoré et devint plus participatif. Cependant les objections demeurent.

Une autre objection avancée est l'idée qu'une démocratisation trop rapide profiterait, selon certains, aux mouvements radicaux islamistes. Les intellectuels arabes mettent en exergue les contradictions inhérentes au projet GMO. Comment peut-on demander à des Etats autoritaires de se transformer en Etats démocratiques ? Est-ce que l'Occident accepterait le résultat des urnes même quand celui-ci porte au pouvoir des régimes

---

<sup>1</sup> ref ; Moshen Toumi France Culture- émission les Enjeux diplomatiques 11/01/2005

<sup>2</sup> « Sans notre participation, cette initiative est vouée à l'échec. » Hosni Moubarak, président de l'Égypte

<sup>3</sup> Al Ahram

<sup>4</sup> « Le projet ignore les principaux dossiers régionaux [conflit israélo-palestinien et Irak] et affecte la stabilité de la région. » Amr Moussa, secrétaire général de la Ligue arabe –trouver source.

radicaux ou islamistes anti-occidentaux ? Est-ce que le terrorisme est le produit d'une culture ou d'une politique ? En dépit du fait que le volet de la démocratisation, évoqué dans le projet, semble être un dessein bien noble, c'est en réalité un but difficile à atteindre et pas particulièrement accueilli à bras ouverts par les régimes de la région. Dans la zone GMO il y a très peu de régimes que l'on peut considérer comme de véritables démocraties, dans l'acception que nous donnons à ce terme. La Turquie, l'Etat d'Israël et l'Afghanistan en sont les exemples premiers. Les dictatures et les monarchies sont la généralité. Pour leurs dirigeants, adopter une démocratie plénière pourrait être un véritable suicide politique, d'« algérianisation inévitable des sociétés arabes en cas d'ouverture politique précipitée »<sup>5</sup>. Beaucoup de pays ont une large base populaire fondamentaliste islamique. Quelques uns, tel le régime de Saddam Hussein, ont été considéré comme dangereux et de ce fait plus tard écarté. Cependant, bien plus, tels les monarchies du Golfe, l'Egypte et la Jordanie ont bénéficié du support américain.

En ce qui concerne le second volet, les régimes et les populations des pays concernés sont généralement conservateurs et traditionalistes. Dans un tel environnement, des programmes pour les droits et l'émancipation des femmes ne sont pas spécialement populaires. Il y a aussi peu de support ; parmi les dirigeants des pays de la région ; pour des grandes idées comme la liberté d'expression qui pourrait miner leur pouvoir de contrôle politique. De même, des concepts comme la modernisation et l'accès à l'Internet sont aussi craint pour être les vecteurs du libéralisme occidental et du déclin des valeurs morales. Les rôles et la culture traditionnels peuvent aisément être remplacés par la culture occidentale, situation que beaucoup de dirigeants de la région ne souhaitent pas.

Pour ce qui est du volet du développement économique, c'est celui qui a de loin le plus de support au sein de la zone. Il y a bien sûr des oppositions à cette globalisation et aux zones de libre-échange. Néanmoins, on peut considérer qu'il y a un consensus général pour reconnaître que le développement économique, le plein emploi et la lutte contre la pauvreté dans la région sont un bon objectif.

Quoiqu'il en soit dans les dix mois suivant la Conférence de Sea Island les Etats-Unis purent recevoir de multiples feedback à leur projet. Il y a eu une opposition très

---

<sup>5</sup> *Déclaration de Hosni Moubarak, mai 2004*

importante au projet, et en particulier des chefs d'états en dehors du Maghreb, tels Moubarak en Egypte, le Prince Abdallah d'Arabie Saoudite et du Président pakistanais Musharaf. Plus tard, nous nous pencherons de façon détaillée sur les raisons de cette opposition. Pour résumer nous pouvons cependant dire qu'elles portent sur une résistance générale à l'imposition des volontés américaines à des pays souverains, sur le rejet de certaines visions et valeurs occidentales et sur le problème palestinien.

Un autre point, déjà évoqué précédemment, et qui est devenu évident dans ces récentes années, est que l'imposition de la démocratie n'apporte pas des valeurs occidentales toujours souhaitables pour la région. Les Etats-Unis sont amis avec des régimes de la région du Maghreb ; tels le Maroc et la Tunisie ; mais ce ne sont pas des démocraties dans l'acception occidentale. Ces deux pays et également les autres pays du Maghreb ont de larges franges de leurs populations guère disposées à l'égard des Etats-Unis et de ses visées. Quoiqu'il en soit, les chefs d'Etat de cette partie du monde sont entre le marteau et l'enclume. Abdel Menaem Saïd directeur du Centre d'Etudes Stratégique d'Al-Ahram au Caire estime que la résistance à cette initiative s'explique par « *La peur de voir des pouvoirs islamistes émerger d'élections démocratiques et de l'intervention étrangère imposant la démocratie* »<sup>6</sup>

## **Partie B/ Réactions et implications pour le Maghreb**

### *1- La Mauritanie : problème des droits de l'Homme*

La Mauritanie est le plus pauvre des cinq pays du Maghreb<sup>7</sup>, le plus petit en termes d'économie<sup>8</sup> et celui où le taux d'éducation est le plus bas<sup>9</sup>. Il se trouve dans une région pauvre. La République Islamique de Mauritanie n'a pas un passé de relations internationales dynamique ni de dialogue politique. C'est le seul pays du Maghreb à ne pas avoir d'ouverture sur la Méditerranée. Au lieu de cela il se situe sur une partie très

---

<sup>6</sup> ABDELKAMEL K. « Projet du GMO – Guerre entre Paris et Washington », *Liberté*, 12 décembre 2004  
<http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/us>

<sup>7</sup> PIB par habitant 1 990 000 USD en 2002. *Question Internationales* N°10 – p. 43-44

<sup>8</sup> PIB total en 2002 5 458 USD. *Ibid.*

<sup>9</sup> C'est le pays du Maghreb dépensant le moins en éducation (3% de son PIB) et qui à le plus fort taux d'analphabétisme (48,5% pour les hommes et 68,7% pour les femmes) . *Ibid.*

peu peuplée<sup>10</sup> du désert du Sahara avec très peu de ressources et une importance géopolitique limitée. Pour les raisons énoncées plus haut, la Mauritanie est regardée par beaucoup comme étant le pays le moins important du Maghreb car il ne fait pas face à l'Europe. L'un des seuls points positifs de la Mauritanie est le développement récent et considérable de son économie<sup>11</sup>. Ceci est dû aux réformes de libéralisation et de stabilisation comme la privatisation des avoirs du secteur public. Ces améliorations ont attiré les donations telles que, en 2002, une remise de dettes de 1.1 milliard d'USD de la Banque Mondiale et du Fond Monétaire International<sup>12</sup>. La dépendance du pays en l'agriculture et la pêche pour sa subsistance est en train de changer avec la récente découverte de gisements pétrolifères off-shore. Le commencement de l'exploitation de ces gisements est prévu pour cette année et promet d'être un eldorado financier pour ce pays pauvre.

Le président actuel, Maaouya Ould Sid`Ahmed Taya, a pris le pouvoir par un coup militaire en 1984. Il a depuis été confirmé dans ses fonctions de président par des élections qui sont apparues, pour les observateurs extérieurs, être entachées d'irrégularités. Récemment, le Président Taya a dit avoir lui-même été victime d'une tentative de coup et a arrêté son principal rival politique sous accusation de comploter un coup d'état avec le support de la Libye.

Il semble difficile de savoir qu'elles seront les réactions et les implications réelles du GMO pour la Mauritanie car ses relations avec les Etats-Unis et vice versa ne sont pas si manifestes que celles des autres pays du Maghreb. Le G8 sera sans doute heureux des réformes bureaucratiques et économiques engagées ainsi que de l'ouverture du pays à des compagnies étrangères. La découverte de gisements d'hydrocarbures attirera sans aucun doute l'intérêt américain comme pour l'Algérie. Quoiqu'il en soit l'implémentation du plan GMO peu changer beaucoup de choses en Mauritanie. Actuellement c'est le pays du Maghreb dont le pourcentage de dépense d'éducation est le plus bas du GDP, la conséquence en est un taux d'illettrisme très élevé. Sur le plan des droits de la femme les attitudes à l'égard des femmes sont loin d'être progressives. La Mauritanie a également l'infâme distinction d'être l'un des quelques pays au monde

---

<sup>10</sup> La plus faible densité du Maghreb : 2,7 hab/km<sup>2</sup> ; Ibid.

<sup>11</sup> 3,9% en 2002, 5,1% en 2003- source : [www.Eia.doe.gov/emeu/cabs/maghreb](http://www.Eia.doe.gov/emeu/cabs/maghreb)

<sup>12</sup> Op. cit

où l'esclavage est pratiqué en dépit de son abolition en 1981<sup>13</sup>. L'on peu penser que les Etats-Unis, dans la conjoncture actuelle, seront bien moins que content d'avoir un dirigeant militaire au pouvoir qui emprisonne ses opposants. Bien qu'il soit aussi possible que les Américains soient, en quelque sorte, reconnaissant que Taya ait brisé en 2003 les dirigeants islamistes s'opposants à la guerre en Irak.

## *2- Maroc : allié américain traditionnel*

Le Royaume chérifien et l'un des meilleurs alliés des Etats-Unis au sein des pays concernés par le plan Grand Moyen Orient. D'autre par le Maroc récemment initié des réformes dans certains domaines visé par le plan. Par exemple, le Maroc, qui est une monarchie constitutionnelle depuis les années 1960, a poursuivi aujourd'hui les réformes gouvernementales qu'il avait engagées dans les années 1980. Après la chute du prix du pétrole, le Maroc a opéré un ajustement structurel qui s'est traduit par un accord avec le Fond Monétaire International en 1983. La pauvreté en Maroc est une importante source d'inquiétude. « En 1999 le taux de chômage était estimé à 21,5% en zone urbaine et le revenu par habitant à 1250\$ »<sup>14</sup>. L'on peu cependant noter une amélioration par rapport aux chiffres du chômage de 1987 qui s'élevaient à 40%<sup>15</sup>. La dette extérieure était de 19.1 milliard de dollars américains en 1999<sup>16</sup>.

Le Maroc est un régime d'ouverture politique instauré avec des élections parlementaires (1984) mais le Premier Ministre demeure désigné par le roi et un tiers des sièges est attribué au suffrage indirect. Sur le plan des libertés civiles, la liberté d'expression et d'association est limitée et « seuls les partis plus ou moins en faveur de l'orthodoxie libérale on le droit de citer »<sup>17</sup>. Par ailleurs le roi à plus de pouvoirs que le législatif et que le juridique. Donc, comme nous l'avons vu, bien que le Maroc ai fait des avancées dans les domaines souhaités par le GMO, en particulier depuis la succession au trône d'Hassan II par son fils Mohammed VI, le pays est loin d'être une démocratie moderne dans le sens occidental du terme.

---

<sup>13</sup> Mauritanie : un avenir sans esclavage. Amnesty International. Ed. EFAI 2002.

<sup>14</sup> BEDAR Saïda, Le Grand-Moyen Orient: un projet "post-colonial" global ? », *Diplomatie*, N°3, mai-juin 2003

<sup>15</sup> Ibid.

<sup>16</sup> Ibid

<sup>17</sup> Ibid

Quoiqu'il en soit, les Etats-Unis ont été extrêmement heureux des récents développements en cours dans le Royaume. En juillet dernier, le Roi Mohamed VI et le Président Bush ont rendu compte de ce que la Maison Blanche appelle « l'excellent état » des relations bilatérales entre les deux pays

*« Le Président a commenté le mode de gouvernement visionnaire du Roi en soulignant les réussites politiques et économiques pour tous les Marocains. Les Etats-Unis ont accueilli avec bienveillance les récentes initiatives royales en matière de progrès social et culturel au Maroc, ainsi que son louable leadership dans la garantie de l'égle participation des femmes dans tous les secteurs de la société Marocaine »<sup>18</sup>*

Les récents progrès concernant les femmes se réfèrent à la réforme de la Mudawana, le Code de la famille marocain, entreprise à l'initiative du roi. La réforme donnera aux femmes plus de droit concernant le mariage et le divorce et l'âge légal du mariage passera de 15 à 18 ans pour les filles. Cette réforme rend la polygamie presque impossible. Elle prépare également de nouvelles bases dans le processus de modernisation du pays.

Les deux pays entretiennent des relations depuis plus de deux cent ans. La doctrine Wilson accordant aux pays le droit de choisir leur voie politique, le fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, aura une grande influence sur le Maroc au cours du vingtième siècle. Ces liens ont été particulièrement forts depuis la Seconde Guerre Mondiale. Du Sultan Sidi Mohamed en 1943, trouvant support à son combat nationaliste auprès du président américain Roosevelt en passant par Mohamed V et Hassan II qui durant son long règne se rendra pour de nombreuses visites à la Maison Blanche de 1960 à 1990, le Maroc n'aura de cesse de conserver d'étroites relations avec les Etats-Unis. Le Maroc se posa volontiers comme un allié de valeur pour les Américains dans la région pour contrer son voisin pro soviétique, l'Algérie. Des bases de l'OTAN furent installées et le Maroc reçu directement une aide militaire. L'aide militaire eut été plus importante si le Royaume Chérifien n'avait pas été en conflit incessant avec le Sahara Espagnol. Dans le même temps, les Etats-Unis durent montrer leur soutien à leur allié et ami le Maroc sans faire tomber l'Algérie dans le camp

---

<sup>18</sup> <http://www.usrom.com/countries/morocco.htm>- (traduction de l'auteur)

Soviétique. Les larges réserves en gaz et en pétrole de l'Algérie comparées à l'absence de richesses du Maroc ont toujours été plus attractives pour les compagnies américaines. L'investissement Américain au Maroc a traditionnellement été bas. De son côté le Maroc à quelques différents avec les Etats-Unis au sujet du conflit Israélo Palestinien. La solidarité Arabe est très forte à travers le Maghreb et le Maroc n'échappe pas à la règle. L'important support des Etats-Unis pour Israël lui a réellement posé problème.

Le Royaume a été, de façon significative, récipiendaire de l'aide bilatérale américaine ainsi que d'autres aides indirectement via la Banque Mondiale et le Fond Monétaire International<sup>19</sup>. Bien que le Maroc soit resté pauvre sa position économique s'est assurément améliorée ainsi que le montre le Moody's rating du 18 juin 2003<sup>20</sup>. Ce développement économique a été encouragé par le récent accord de libre échange avec les Etats-Unis. Cet accord signé en mars 2004 à l'issue de longues négociations, prévoit la quasi disparition des barrières douanières entre les deux pays. Ce partenariat avait été initialement présenté comme une chance pour les exportation marocaines de pénétrer le marché américain et aussi comme le souligne Le Monde : « [...] comme un premier jalon du projet américain de 'Grand Moyen Orient'. »<sup>21</sup>. Cet accord à une signification historique importante. « L'accord de libre échange entre les Etats-Unis et le Maroc est le premier conclu avec un pays d'Afrique et le second avec un pays du monde arabe après la Jordanie »<sup>22</sup>. Du côté américain l'Accord de Libre Echange (ALE) a obtenu le soutien de toute la classe politique. Les démocrates y ont vu un « accord important et historique »<sup>23</sup> tandis que les républicains ont souligné « les énormes progrès [du Royaume du Maroc] en matière promotion des droits de l'homme » et déclaré que « cet accord constitue aussi une importante étape dans la réalisation du projet du Grand Moyen Orient-Afrique du Nord. »<sup>24</sup>. La politique étrangère américaine à l'égard de l'Algérie et du Sahara Occidental est aussi en désaccord avec celle du Maroc. Comme nous l'avons déjà évoqué; les Etats-Unis, et maintenant le G8, sont très enclin à avoir de bonnes relations avec l'Algérie à cause de leurs réserves en ressources pétrolifères.

---

<sup>19</sup> De juin 2003 à juillet 2002 les différentes aides de la Banque mondiale se montèrent à des prêts de développement de plus de 210 millions dollars américains. Op. Cit.

<sup>20</sup> <http://www.usrom.com/countries/morocco.htm>

<sup>21</sup> Le Monde 6 mars 2003. p. 4

<sup>22</sup> (source= [www.menara.ma/info](http://www.menara.ma/info)).

<sup>23</sup> MAP « ALE Maroc USA, pour le Grand Moyen Orient d'Afrique du Nord » Op Cit.

<sup>24</sup> Ibid.

Les Etats-Unis souhaiteraient également que le Maroc résolve son différent avec le Sahara Espagnol et accorde l'autodétermination. Il y a peu de chance que le Maroc renonce aisément à cette région, plus particulièrement après tant d'années de conflit. Quoiqu'il en soit, la politique extérieure américaine habituellement été très pragmatique au regard de ces problèmes. Récemment, les déclarations de la Maison Blanche se sont concentrées sur les progrès positifs que le Maroc a effectués, pas sur ceux restant à faire.

Il semble que le Maroc soit sur le chemin de l'adoption plénière du plan GMO mais l'on doit se rappeler que, bien que le Roi et le Gouvernement aient accueilli chaleureusement les Etats-Unis et l'américano-G8 projet GMO, le pays dans son entier ne l'a pas. Il existe dans le pays une large base fondamentalistes musulmane qui n'aime pas les Etats-Unis. On doit également se souvenir des manifestations de rue avant et pendant le Forum de l'Avenir qui s'est tenu à Rabat en décembre 2004 pour se rappeler qu'il y a maint aspects véhiculé par le plan GMO tels ; la globalisation, les valeurs occidentales de démocratie, l'éducation et les droits de la femme qui suscitent l'opposition. Le Roi et son Gouvernement ont assurément conscience de l'étroit sentier qu'ils doivent emprunter. Ils ne doivent pas trop embrasser l'Amérique ou l'occidentalisation de peur d'une réaction adverse de leur opinion publique.

### *3. Algérie : Un état pivot*

L'Algérie est dans le contexte du GMO le pays du Maghreb qui a peu être le plus d'importance géopolitique. Elle est depuis peu l'objet d'un regain d'intérêts de la part des Etats-Unis. L'Algérie, est en effet présentée comme un modèle de transition démocratique, est perçue par les Etats-Unis comme un pays incontournable dans le monde arabe et musulman<sup>25</sup>.

L'Algérie a de loin la plus large économie du Maghreb<sup>26</sup>. Parce qu'il a le plus fort taux de croissance et les plus larges réserves d'hydrocarbures. Sur le volet économique du

---

25 SAÏD MEKKI Mohamed. « Vers un partenariat stratégique Alger-Washington ? ». *Le Débat Stratégique*. N°52 Septembre 2000

<sup>26</sup> HADDAD Saïd, « Economies du Maghreb : entre restructuration et lutte contre la pauvreté » *Questions internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française. p 44.

GMO, l'Algérie est déjà dans la course grâce à ses progrès économiques. Elle devra d'une manière ou d'une autre utiliser sa richesse croissante pour créer des emplois ; c'est un problème que le gouvernement algérien est en train de tenter de résoudre, tablant sur les investissements étrangers pour la création de nouveaux emplois. Le chômage est plus qu'un problème économique car avec plus de la moitié des chômeurs âgés de moins de 30 ans il y a un potentiel problème social et politique. Bien que le niveau de violence ait considérablement diminué depuis 1999, il y a toujours occasionnellement des attentats des Islamistes ou d'autres groupes affiliés. Le plan GMO souligne spécialement la corrélation entre pauvreté et terrorisme. La création d'emplois pour les jeunes désœuvrés est donc une mesure nécessaire. La démocratie est un enjeu important. Bien que l'Algérie ait introduit des élections multipartites, l'historique Front de Libération National (FLN) domine injustement la vie politique.

De part son histoire récente l'Algérie est l'un des plus intéressants pays du Maghreb sur le plan géopolitique. L'Algérie est un ancien département français qui fit sécession et obtint son indépendance en 1962 au prix d'une sanglante guerre avec la France. Le régime qui s'instaura alors fut celui d'un parti unique d'obédience socialiste supporté par l'Union Soviétique. Au début des années 90, l'Algérie étranglée par l'endettement et la crise financière se désengage du champ social. Les islamistes s'y engouffrent. Leur victoire au premier tour des élections législatives de 1991 et la suspension du processus électoral déclenche une véritable guerre civile (200 000 morts environ). Celle-ci oppose alors d'un côté l'armée dépositaire de fait du pouvoir depuis l'indépendance en s'appuyant sur une partie de la population, et, de l'autre, le FIS (Front Islamique du Salut) et les mouvances islamistes armées (GIA) porte-parole autoproclamés d'une contestation populaire.

Dix ans après l'interruption du processus électoral qui a plongé, en janvier 1992, le pays dans la guerre civile et la violence, et après le relatif échec du projet de réconciliation : « Concorde », l'avenir de l'Algérie face à la perspective du plan Grand Moyen Orient pour le Maghreb semble prometteur. Elle a amélioré ses relations avec le Maroc. Elle est sortie de sa marginalité et a gagné de la reconnaissance en assistant des négociations sensibles tels les accords de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée en 2000. La stabilité algérienne s'est poursuivie avec Bouteflika remportant un second quinquennat en 2004. Bouteflika fut invité à Sea Island ce qui montre l'intérêt que portent les États-Unis à

l'Algérie. L'Afrique du Nord et de l'Ouest constitue l'un des centres de gravité du projet projet, en raison de ses réserves de pétrole, qui couvrent actuellement 17 % des besoins américains et qui, dans les dix prochaines années, devraient fournir aux Etats-Unis 25% de leurs importations. Avec son chiffre d'affaires estimé à 32 milliards de dollars en 2004 et son statut de première compagnie d'Afrique, la Sonatrach algérienne joue un rôle majeur.

Selon une récente analyse du Monde Diplomatique, « L'Algérie deviendrait un *Etat pivot* indispensable pour les futurs déploiements militaires dans la région, selon la conception géostratégique américaine du "Grand Moyen-Orient." »<sup>27</sup>. La notion d'état-pivot (*pivotal states*) a été utilisée Paul Kennedy pour décrire un « un point chaud qui non seulement peu déterminer le devenir d'une région mais aussi affecter la stabilité internationale.»<sup>28</sup>

#### 4. Tunisie : un vieil allié des américains

La position de la Tunisie peu être perçue être similaire à celle du Maroc. Les deux pays ont un régime pro américain. Les deux pays ont choisi la voie laïque et moderniste pour leurs structures gouvernementales et leurs économies. Les deux pays ont une masse populaire Islamiste divergente de la ligne des dirigeants de leurs pays respectifs. Les deux pays ont obtenu leur indépendance de la France après la Seconde Guerre Mondiale.

L'indépendance a été accordée en 1956. Initialement la Tunisie était une monarchie constitutionnelle mais un an après l'indépendance, Habib Bourguiba, le Premier Ministre aboli la monarchie. Bourguiba contrôla le pays pendant trente et un ans. Il refusa l'existence d'une opposition en créant un parti unique. Il réprima le fondamentalisme islamique et mena la Tunisie sur un chemin laïc et modéré par le biais d'une ouverture politique à l'égard d'Israël et de la Palestine. Le statut des droits de la femme est meilleur en Tunisie que dans la plupart des pays arabes. La Tunisie à également, depuis de longue date, une politique visant à réduire la pauvreté qui a porté

---

<sup>27</sup> MELLAH Salima; RIVOIRE Jean-Baptiste « Enquête sur l'étrange « Ben Laden » du Sahara » *Le Monde diplomatique*, février 2005. p. 4 et 5.

<sup>28</sup> Chase, Robert S., Emily B. Hill, et Paul Kennedy, "Pivotal States and U.S. Strategy," *Foreign Affairs* 75 (January-February 1996). p 33-51. [Traduction de l'auteur.]

quelques fruits. Malgré cela, la pauvreté et l'énorme taux de chômage restent un important problème<sup>29</sup>.

En 1987, le Président Bourghiba fut renversé par son Premier Ministre, Zine El Abidine Ben Ali. Depuis lors, ce dernier est Président. Ben Ali continua la politique et la plupart des réformes entreprises par son prédécesseur en particulier en matière de relations étrangères. Ben Ali a activement participé à l'élaboration des politiques maghrébines et africaines. Il a aussi entretenu de bonnes relations avec l'Etat d'Israël ; en dépit du fait que ce dernier a bombardé l'Etat Major de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP)<sup>30</sup>. Il a surtout servi les relations de la Tunisie avec l'Europe en signant en 1995 un accord avec l'Union Européenne qui a associé plus avant l'économie Tunisienne avec l'Europe. Les échanges avec les autres pays maghrébins ont également progressés. La Tunisie entretint des relations inégales avec la Libye des années 70 à 80. Le pays accueille le gazoduc algérien vers l'Italie et de ce fait commerce maintenant librement avec la Libye. En 2001 la Tunisie entra dans un accord de libre-échange avec le Maroc, la Jordanie et l'Egypte qui devrait s'élargir à une zone de libre-échange composée de dix pays Arabes.

Ben Ali a poursuivi les bonnes relations qu'entretenait Bourghiba avec les Etats-Unis d'Amérique (USA) et a même encore plus rapproché les deux pays. Ce rapprochement des deux nations est en partie dû à la vague de modernisations économiques initiées par Ben Ali. Cela consista en une massive privatisation des entreprises d'Etat, en des plans d'investissement et de commerce tel celui avec l'Union Européenne et en d'autres concernant le développement énergétique. La Tunisie a récemment reçu des prêts de la Banque Africaine de développement (BAD)<sup>31</sup> et de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)<sup>32</sup> pour développer l'infrastructure électrique. Il y a maintenant un réseau intégré d'électricité du Maroc à l'Egypte. Le pays possède également des réserves de gaz et de pétrole<sup>33</sup> Pour résultat la Tunisie connaît une croissance économique stable avec la récente émergence d'une classe moyenne en rapide expansion. Ben Ali, doit néanmoins se rappeler le large taux de chômage, en particulier

---

<sup>29</sup> Officiellement 15%. [www.eia.doc.gov/emeu/cabs/maghreb](http://www.eia.doc.gov/emeu/cabs/maghreb)

<sup>30</sup> En 1993 la Tunisie fût le premier pays arabe à accueillir une délégation israélienne. <http://en.wikipedia.org/>

<sup>31</sup> En 2003 : 98,3 millions d'USD de la BAD pour moderniser le réseau de distribution électrique. Op Cit.

<sup>32</sup> En 2002 150 millions d' Euros de La BEI pour améliorer le réseau de transmissions. Op Cit.

<sup>33</sup> Une réserve de 308 millions de barils de pétrole. Op Cit

chez les jeunes<sup>34</sup>. La Tunisie est un pays assez peuplé (10 millions d'habitants) pour sa superficie. La forte mobilisation anti-américaine de la population au moment de la guerre en Irak fut rapidement contrôlée par le Gouvernement. Mais Ben Ali, tout comme son voisin marocain est conscient du problème que peu générer un nombre important de jeunes chômeurs avec un potentiel islamiste et anti américain substantiel.

Qu'est ce qui va changer en Tunisie si le pays adhère complètement au plan GMO ? Sur le plan de la démocratie probablement peu de choses. En 1981, la Tunisie a connue ses premières élections multipartites. Il y eu d'autres élections en 1986, 1994 et 1999 mais elle furent ce que l'on peu appeler une mascarade de démocratie ; ces élections ne firent rien d'autre que d'asseoir le parti au pouvoir<sup>35</sup>. Malgré les critiques émises par des défenseurs des droits de l'homme en Tunisie et à l'étranger et les préoccupations exprimées par les États-unis sur les projets de réforme, le président Ben Ali demeure un allié de choix dans la lutte contre le terrorisme après avoir écrasé dans l'oeuf la mouvance islamiste radicale dans son pays. Dans l'optique de montrer son bon vouloir le gouvernement a lui même présenté les récentes élections du 24 octobre 2004, considérées comme un test pour les efforts de l'administration américaine visant à encourager la démocratie au "Grand Moyen-Orient", comme une nouvelle étape dans la consolidation de la démocratie en Tunisie. Mais personne n'est dupe, pour les diplomates et des défenseurs des droits de l'homme, un nouveau score de 94% pour le chef de l'État sortant envoi un mauvais message à l'étranger. Semblable résultat remet également en question la politique américaine de consolidation de la démocratie au GMO<sup>36</sup>.

##### 5. *Libye : une situation qui s'améliore*

La Libye est l'un des plus intéressant état au monde sur le plan politique. Depuis que son dirigeant, le Colonel Kadhafi renversa la monarchie par un coup d'état en 1969, le pays adopta des politiques et embrassa des causes qui l'ont souvent mis au ban des nations. Il a supporté les causes terroristes, mais a été le promoteur de différents types d'unités. La Libye est un pays extrêmement riche de part les ressources de son sous-sol

---

<sup>34</sup> 55% de la population active a moins de 25 ans. Op Cit.

<sup>35</sup> BENDOUROU Omar. « Les régimes politiques et le défi de la transition démocratique. » *Questions internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française. p. 59

<sup>36</sup> Dépêche Reuter 24/10/2004

mais connaît d'importants problèmes économiques. Bien que le Maghreb soit une région où il y ait une prépondérance bien définie de la fonction de chef de l'Etat, l'influence et la longévité de Kadhafi ont rarement été égalées. Il a dominé le pays pendant 35 ans et a essayé d'éviter à la fois le capitalisme et l'influence occidentale et le communisme soviétique. Il souhaitait une troisième voie et se faisant, il a aidé divers mouvements d'indépendance et des groupes terroristes. Son support du panarabisme et son support du combat des Palestiniens dresse la Libye contre l'Etat d'Israël et les Etats-Unis. Ces facteurs dans l'environnement de la période de la Guerre Froide ont conduit à privilégier des relations avec le bloc Soviétique au détriment de l'Occident. En 1949, les relations Libye-Etats-Unis se détériorèrent encore plus avant avec le renvoi de l'Ambassadeur américain à Tripoli. Les tentatives de restauration des relations furent sans succès spécialement avec l'administration Reagan au pouvoir en 1981. A cause du support de la Libye à divers mouvements considérés comme terroristes et aussi au support apporté à Saddam Hussein durant la Première Guerre du Golfe, les relations diplomatiques avec la Libye cessèrent complètement. Des mesures de boycott sur les importations de produits pétroliers y furent assorties. S'ensuivirent une longue suite de conflits ouverts entre les USA et la Libye, émaillés d'incident graves. Le point d'apogée fut l'attentat de Lockerbie perpétré en Ecosse en 1988 contre un avion d'UTA qui renforça la position de paria de la Libye et généra de stricts sanctions de la part des Nations Unies et des Etats-Unis via, entre autre la loi Kennedy-D'Amato. Les sanctions furent levées en 2003 quand la Libye reconnut sa responsabilité dans l'attentat. En 2004 les Etats-Unis levèrent à leur tour les sanctions.

Le virage à cent quatre vingt degrés qu'effectua la Libye en dix ans, passant de pays au ban des nations à partenaire commercial et conciliateur international, est vraiment remarquable. Même les autres pays arabes n'objectèrent pas les sanctions contre la Libye. Une attitude qui fera s'éloigner Khadafi du panarabisme en faveur pour se tourner vers le panafricanisme. Comment et pourquoi un tel revirement ? Il semblerait que ce soit principalement dû à un changement radical d'attitude de la part de Khadafi. En mars 2003 la Libye initia des négociations secrètes avec les états unis et la Grande Bretagne et en décembre de la même année admis publiquement avoir un programme d'armes de destruction massif de qu'elle interrompre. La Libye accepta les inspections internationales et en mars 2004.

L'autre exemple qui illustre le total revirement de la Libye est son rôle actif récemment joué dans les négociations pour la libération des otages détenus par des rebelles musulmans aux Philippines. Sa participation ne s'arrêta pas aux négociations, outre cela la Libye paya une rançon de 25 millions de dollars américains. Comme les otages n'étaient même pas Libyens elle regagna une importante estime de la communauté internationale.

Mais qu'est ce que la Libye devra faire si elle adopte les propositions du plan GMO ? Bien qu'elle ait initié un tournant politique crucial et ait été pour cela applaudie par le reste du monde, il reste encore beaucoup à faire. Concernant la démocratie, en dépit du fait d'avoir les 'vestiges' d'une république « *jamahiriya* », Kadhafi peut être considéré comme un dictateur. Il a prétendu que la Libye était un état socialiste, mais dans la réalité le système de gouvernement libyen est flou et peu commun. Kadhafi n'a ni la fonction de Président ni celle de Premier ministre. Après le coup d'état de 1969 il présida le Conseil de la Révolution et aujourd'hui encore il réfère à lui-même comme un guide et un leader. Cette complète domination du pays par un seul homme et ses piètres résultats en matière de Droits de l'Homme et de terrorisme signifient qu'il y a encore beaucoup à faire.

Quoiqu'il en soit, la Libye est « une véritable puissance financière : pas d'endettement, des réserves en capital, des dizaines de milliards investis à l'étranger, des participations dans les grandes entreprises et banques occidentales »<sup>37</sup>. Ceci est dû aux vastes réserves pétrolifères et à son bon niveau de production (15<sup>ème</sup> rang des pays producteurs). Quand ceci est combiné avec un nombre d'habitants peu élevé, comparativement aux pays voisins, la Libye a aisément le plus fort PIB par habitant du Maghreb<sup>38</sup>. En dépit d'une forte assise financière la Libye est loin d'adopter le libéralisme et ne s'est pas impliquée dans des négociations d'accords de libre échange ni avec les Etats-Unis (partenariat Etats-Unis/Maghreb) ou régionaux (UMA)<sup>39</sup>.

---

<sup>37</sup> BEDAR Saïda, Le Grand-Moyen Orient: un projet "post-colonial" global ? », *Diplomatie*, N°3, mai-juin 2003

<sup>38</sup> 7 396 USD PIB/ personne. KATEB Kamel « Des populations à l'étroit dans un vaste territoire ». *Questions internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française. p.43-44

<sup>39</sup> BEDAR Saïda . Op. Cit

Le pays connaît également la plus forte dépense en éducation du Maghreb<sup>40</sup> et en conséquence le plus bas niveau d'illettrisme<sup>41</sup>. Khadafi a récemment fait quelques progrès intéressants en ce qui concerne la cause des femmes. Il a créé une académie militaire pour les femmes et s'est entouré d'une garde présidentielle exclusivement féminine. Cela a en apparence amélioré l'image et le pouvoir des femmes car dans la société traditionnelle libyenne le port des armes est symbole de pouvoir. Il y a une forte tradition patriarcale dans les tribus libyenne et peu être Khadafi essaye de réduire le pouvoir des dites tribus.

La Libye est un moment crucial traversant une période de forts bouleversements. L'on peut les espérer être, dans un futur proche, très intéressés à des participations économiques avec l'Europe et les Etats-Unis ce qui apportera certainement encore plus de changement.

### **C/ L'Europe défiée dans ses relations avec le Maghreb**

Il semblerait pour beaucoup que les États-Unis reprennent à leur compte des initiatives menées par l'Europe depuis 1995 et ceci a commencé, nous l'avons vu avec l'initiative Eizenstat. Depuis le lancement du processus de Barcelone en 1995, l'Union Européenne peut être vue comme ayant des idées notables quand au développement et la stabilité de la région. Ces idées sont moins spécifiques et moins dynamiques que celles exprimées dans le plan GMO mais elles ont, en comparaison, rencontré nettement moins d'opposition. Les raisons en sont, entre autre, que l'approche de l'Union Européenne est moins directive et plus consultative.

#### *1- Europe-Maghreb : une relation ancienne et difficilement dissociable*

Le Maghreb a traditionnellement été une région dominée par l'Europe; initialement comme pouvoir colonial et plus tard comme principal partenaire commercial. Elle a également des liens humains et sociaux avec le Maghreb par les premières et secondes générations d'immigrants qui y vivent. L'Europe lui porte également un intérêt géostratégique. Parce que la Méditerranée représente une barrière physique à une

---

<sup>40</sup> 7,1% du PIB chiffres 2002. KATEB Kamel Op.Cit

<sup>41</sup> 8.1% hommes ; 29,2% femmes en 2002. Ibid.

potentielle immigration ou un éventuel trafic elle n'est cependant pas un obstacle infranchissable et aussi parce que toute instabilité régionale au Maghreb pourrait avoir des conséquences néfastes en Europe. On ne doit jamais oublier que la géographie fit que l'Europe et le Maghreb seront toujours voisins quoiqu'il advienne. Le partenariat Euro-Méditerranéen existe depuis dix ans. Il a cependant été vivement critiqué pour son manque de résultats. La conférence de Barcelone en 1995 marqua un nouveau commencement dans la coopération inter régionale. Vingt sept pays d'Europe, de l'Est et de la Méditerranée du Sud furent parties prenantes du partenariat. Le projet Euro Med met en place une collaboration politique et de sécurité, un partenariat économique et financier avec pour finalité la mise en place d'une zone de libre échange et enfin, une coopération dans les domaines social, culturel et humain couvrant des thèmes aussi divers que la maîtrise des flux migratoires, la lutte contre la criminalité et les trafics de stupéfiants<sup>42</sup>. Dans ce programme y a d'évidentes similitudes avec le plan GMO même si des aspects comme la démocratisation ne sont prévus que comme des objectifs à moyen terme. Le projet GMO est assurément plus centré sur l'élimination des nids et réseaux terroristes. La principale différence entre les deux projets tient plus à leur forme et approche qu'à leur fond.

Le Maghreb est actuellement l'objet d'intérêt de la part des Etats-Unis mais ça n'a pas toujours été le cas et ce ne le sera peu être plus dans le futur. Les nouveaux liens économiques que les Etats-Unis ont établi dans la région sont très faibles comparé a ceux existants entre les pays du Maghreb et l'Europe<sup>43</sup> Actuellement les échanges Maghreb/Etats-Unis représentent environ seulement 10% des échanges extérieurs du Maghreb<sup>44</sup>.

## 2. *L'affrontement de deux politiques de régionalisation*

L'étude des courants d'opposition au projet du GMO a mis en exergue le rôle de l'Europe. Les oppositions et les craintes au projet émanent non seulement des pays de la

---

<sup>42</sup> SCHMID Dorothée « Le Partenariat euro-méditerranéen : une entreprise inachevée ». *Questions internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française. p 69

<sup>43</sup> DREE, p23 Mai 2004

<sup>44</sup> Chiffres 2002, en millions USD.

Tunisie : UE, import 6 778, export 5 277; USA/Can ; import 394 , export 67.

Algérie : UE, import 9 367, export 12 243; USA/Can ; import 1 375 , export 3 426

Maroc : : UE, import 7 852, export 5 486; USA/Can ; import 745 , export 441

zone GMO mais aussi de ses voisins tels l'Union Européenne et en particulier la France. Egalement, les Européens, et en particulier la France, n'apprécient probablement pas que les Etats-Unis deviennent trop impliqués dans une région comme le Maghreb. Les pays de l'UE, eux-mêmes, se sont montrés circonspects quant aux fonctions réelles du concept GMO ou à son champ d'application géographique, voire rétifs à s'associer à un projet qui puise sa source dans une sorte de « destinée manifeste » dont l'Amérique se sentirait à nouveau investie.

Aujourd'hui, le plan européen pour la zone initié à Barcelone semble recevoir un regain d'intérêt et les pays concernés semblent pouvoir user du modeste pouvoir de l'Union Européenne pour contrer le « super pouvoir » américain. La France semble heureuse de les aider sur ce point. Des universitaires et journalistes tels Abdelkam el K.<sup>45</sup> et B. Takheroubt<sup>46</sup> en vinrent même à parler de guerre par programmes interposés entre Paris et Washington. Pour illustrer, dans une interview récente, l'ex-Ministre français des Affaires Etrangères Dominique de Villepin, reflétait assez bien la position européenne : *« la très grande majorité des peuples de la planète soit vivent en démocratie, soit sont engagés dans un processus d'ouverture de leur société ...c'est pourquoi la démocratie ne saurait être garantie par un simple changement de dirigeants politiques et encore moins dictée de l'extérieur d'autant qu'il n'y a pas un modèle unique et que tous les pays ne peuvent avancer au même rythme »*<sup>47</sup>.

C'est une évidente rivalité économique transatlantique qui s'esquisse entre l'Europe et les Etats-Unis Pourquoi cet affrontement de deux logiques de régionalisation ? Peu être parce que l'une d'entre elle masque peut être une logique de suprématie. Selon Aymeric Chauprade<sup>48</sup>, en dépit du fait que les Américains se soient orienté vers une logique régionale ils ont néanmoins conservé des velléités multilatérales.

La réaction de l'Europe envers le GMO est caractéristique d'une tentative de réaffirmation pour conserver sa prééminence dans la zone Méditerranée. C'est d'ailleurs

---

<sup>45</sup> ABDELKAM EL, K. « Projet du grand moyen-orient Guerre entre Paris et Washington ». *Liberté* 12 décembre 2004 Publié sur le web [http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/us/gmo\\_guerre.html](http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/us/gmo_guerre.html)

<sup>46</sup> TAKHEROUBT B. « Les USA et l'UE se disputent les pays du Sud-Méditerranéen. La guerre des programmes de développement » *L'Expression*, 16 février 2005.

<sup>47</sup> Entretien avec Dominique de Villepin. *Revue Politique Internationale*, Paris février 2004

<sup>48</sup> CHAUPERADE Aymeric, *Géopolitique constantes et changements dans l'histoire..* Paris ; Ellipses, 2003 (2<sup>d</sup> édition). p 812.

sous la pression des pays européens que le « GMO » avait été rebaptisé lors du sommet du G8, « Partenariat pour un avenir commun avec la région du Moyen-orient élargi et l'Afrique du Nord ». Les Européens avaient protesté contre l'appellation « Grand Moyen-Orient qui rappelait trop le projet hitlérien de la « Grande Allemagne », mais aussi le projet de Milosevic de « Grande Serbie » ou celui des extrémistes israéliens de « Grand Israël »<sup>49</sup> Du côté américain, le GMO permet aux Etats-Unis de trouver enfin un terrain d'entente avec une Europe qui a montré quelques signes de rébellion lors de la guerre contre l'Iraq. L'Europe a toujours prôné le partenariat et la réforme démocratique dans ses relations avec les pays la Méditerranée. Elle serait, pensent les américains, mal inspirée de s'opposer à leur projet. Enfin, Le secrétaire général de l'Union européenne, Javier Solana apporte une voix de compromis en déclarant que «*L'Union européenne doit définir une approche distincte qui complète celle des États-Unis, et travailler à travers ses propres institutions et instruments.*»<sup>50</sup>

## **D/Une réorientation stratégique volontaire vers les Etats-Unis ?**

### *1. Un désenchantement à l'égard de l'Europe*

En dépit du fait que le processus de Barcelone soit depuis longtemps en cours, les pays du Maghreb furent impatients de montrer leur support aux Etats-Unis immédiatement après le 11 Septembre. Les raisons en furent diverses mais pour l'Algérie et la Tunisie par exemple, elles impliquaient la justification de combattre le terrorisme sur leur propre sol. La Libye en secret négociait et fournit des listes de membre d'Al Qaida sur le continent africain. Le Maroc garda une certaine réserve mais continua néanmoins de jouer le rôle d'allier traditionnel. Notamment ce support fut donné deux ans avant le lancement du GMO. Même après la Seconde Guerre d'Irak en 2003 et malgré la pression qu'elle causa au sein d'un Maghreb pro-arabe, l'appui des Etats-Unis par les pays de la zone se poursuivit. Par exemple, les Etats-Unis finalisèrent un accord de libre échange avec le Maroc début 2004. Le Royaume chérifien contribua également au *Millenium Challenge Account* pour la reconstruction de l'Irak. La Tunisie quant à elle est intéressée par un accord de libre échange avec les Américains, premier niveau d'un

---

<sup>49</sup> *Al-Hayat*, 11 juin 2004

<sup>50</sup> Tréan Claire et Zecchini Laurent, « Les Etats-Unis lancent leur projet d'un "Grand Moyen-Orient" *Le Monde*, 27 Février 2004

processus de régionalisation. L'Algérie a autorisé sa compagnie nationale, la Sonatrach, à rechercher des investisseurs étrangers dans un mouvement de politique proactive de recherche de joint-ventures. La Libye, maintenant qu'elle a perdu son statut de paria, recherche aussi des partenaires de joint-venture et des investisseurs étrangers pour développer et moderniser ses infrastructures pétrolières. La compagnie pétrolière nationale libyenne espère attirer 30 millions d'USD à l'horizon 2010<sup>51</sup>. Son dirigeant, Abdallah al Badir proclama récemment : « *le retour des Américains est imminent* »<sup>52</sup>.

Une forte motivation pour les maghrébins, distincte de l'attrait des bénéfices économiques, comprend un désir de changer la façon dont ils sont perçus ainsi qu'une pointe de désenchantement à l'égard de l'Union Européenne. « De plus en plus, parmi les élites [maghrébines], elles aussi gagnées par l'intérêt du rapprochement avec les Etats-Unis, un ressentiment se développe vis-à-vis d'un Moyen-Orient perçu comme à l'origine de tous les maux »<sup>53</sup>. Le fait que l'Union Européenne ait été principalement concerné par sa propre organisation et de qui doit en faire partie, mêlé aux résultats mitigés du processus de Barcelone a aussi été le catalyseur du manque de satisfaction des pays du Maghreb à l'égard de l'Europe. Les Maghrébins craignent qu'avec l'ouverture de l'Union Européenne vers les pays l'Est leurs parts de marché diminuent en Europe, en particulier dans le secteur de la confection. « *Il relèvent d'ailleurs que les Européens ont investi dans les pays de l'Est l'équivalent de 1 064 USD par habitant contre 34 USD par habitant au Maghreb* »<sup>54</sup>.

## 2. L'influence des événements du 11 Septembre

Le 11 Septembre a changé la donne des cartes dans la région. Depuis cette date, le Moyen Orient élargi jusqu'au Maroc est passé au cœur des préoccupations de l'administration Bush. Les Américains ont donc lancé une offensive diplomatique dans la région, qui se concrétise par les nombreuses tournées d'officiels américains au Maghreb, et par l'invitation régulière des chefs d'Etat maghrébins à la Maison blanche. C'est dans ce contexte qu'est intervenu le rétablissement spectaculaire des relations avec

---

<sup>51</sup> DAHOUD Zakya, « Les diplomaties du Maghreb: une réorientation stratégique vers les Etats-Unis ».

*Questions Internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française. p 78

<sup>52</sup> Ibid.

<sup>53</sup> BARROUHI Abelaziz. « Le retour des Américains est imminent », Interview de Abdallah al-Badri. *Jeune Afrique/ l'Intelligent* n° 2292 12-18 décembre 2004. p. 63

<sup>54</sup> Ibid. p. 80

la Libye. Une collaboration renforcée s'établit par ailleurs dans le domaine sécuritaire avec l'Algérie, qui est présentée comme un modèle de lutte anti-terroriste. Enfin, un accord de libre-échange, dont la faible portée économique ne doit pas masquer la très forte importance politique, a été signé avec le Maroc en 2004,

Il est aussi fort probable que les pays du Maghreb, craignant des représailles américaines après les attentats du 11 Septembre ont tout fait pour ne pas voir leur nom ajouter sur la liste noir de « l'axe du Mal ». La Libye aurait pu partager le même destin que l'Irak si, ces dernières années, elle n'avait pas effectué un virage aussi spectaculaire. Certains critiques<sup>55</sup> pensent que l'Amérique utilise ses actions destructives en Irak comme moyen de coercition pour les régimes arabes. Les mêmes dénoncent le véritable dessein américain comme étant celui de dominer militairement et économiquement la région en mettant la main sur ses marchés et ses ressources pétrolifères<sup>56</sup>. Cependant, selon Akram B. Helias<sup>57</sup>, les états du Maghreb qui firent allégeance si rapidement aux Etats-Unis y trouvèrent leur intérêt la « lutte contre le terrorisme étant souvent une occasion de museler l'opposition et de les aider à « asseoir une légitimité qu'il n'arrivent pas à trouver de l'intérieur »<sup>58</sup>

### 3. *Le Sahara une nouvelle pépinière d'islamistes ?*

Le point commun entre la plupart des réseaux terroristes découverts à travers l'Europe est d'héberger sans distinction des islamistes marocains, algériens, libyens et tunisiens. Les récents attentats terroristes en Espagne et la confirmation d'un réseau marocain illustrent bien l'existence de cette nébuleuse. Les Etats-Unis et les gouvernements locaux ont aussi récemment beaucoup œuvré pour combattre les factions islamistes au Maghreb. Cette collaboration n'est pas nouvelle mais elle s'est accrue ces dernières années, en particulier depuis 2003. L'idée majeure de l'administration Bush et du plan GMO est que « les islamistes exploitent les frustrations de la société arabes qui sont alimentées par l'incapacité des gouvernants à répondre au besoin de leur peuple »<sup>59</sup>

---

<sup>55</sup> SALAH Salah. « The Strategy of the struggle against Global US imperialist War : The United States and the Middle East » The US and the Middle East » Contribution Libanaise au 13<sup>ème</sup> Séminaire communiste international Brussels 2-4 May 2004

<sup>56</sup> Op.Cit.

<sup>57</sup> ELLYAS Akram B. L'allégeance du Monde Arabe in *Les Notes de l'IFRI* n° 44- Le Maghreb après le 11 septembre, Paris ; 2002. p.69-71

<sup>58</sup> Op.Cit.

<sup>59</sup> DAHOUD Zakya, « Les diplomaties du Maghreb: une réorientation stratégique vers les Etats-Unis ».

## CONCLUSION

On peut considérer le plan GMO comme le résultat d'un long processus de l'évolution de l'Amérique. Le concept de destinée manifeste et la doctrine Wilson sont des tendances qui survécurent aux périodes d'isolationnisme de l'histoire des Etats-Unis et qui ont réapparu pour jouer un rôle dans la période de l'après Seconde Guerre Mondiale. Les Etats-Unis s'impliquèrent au Maghreb durant la Seconde Guerre Mondiale et davantage depuis la chute du mur de Berlin et l'expansion de l'Union Européenne. L'initiative Eizenstat commença la plus récente série d'action des Américains dans la région.

Le choc massif généré par les attaques du 11 Septembre a dramatiquement changé le visage de la politique étrangère américaine au Moyen Orient. Son but essentiel devint de rechercher et trouver les responsables et de prévenir d'autres attaques. L'un des problèmes clef identifié est le fait que le niveau de pauvreté, de droits de l'homme et d'éducation soit potentiellement générateur de terrorisme. Le Middle East Partnership Initiative (MEPI), lancé en 2002, a accordé des financements importants pour des projets bilatéraux dans les domaines économiques, politique, de l'éducation et des droits de la femme. Le projet GMO, lancé en janvier 2004, alla plus loin que le MEPI dans l'audience et la consistance. Le projet fut endossé par le G8 en juin 2004 et fut dès le départ gêné par la vague d'opposition qu'il déclancha dans l'opinion publique.

En résumé il pourrait en résulter de considérables troubles si les gouvernants des pays du Maghreb adoptaient pleinement le plan GMO. Aux seins des régimes concernés il y a un fort sentiment pro américain. Des pays comme l'Algérie et la Libye qui, par le passé, ont été indifférents voir hostiles aux Etats-Unis sont maintenant réconciliés. Le Maroc et la Tunisie sont pro américain. Tous ces pays sont intéressés par l'aspect développement économique du GMO car il sert leurs propres intérêts. Ils devront introduire des changements plus ou moins importants pour que soient satisfaites les attentes occidentales en matière de démocratie. La démocratie est l'un des but du GMO prouvé être le plus dur à accomplir. Tunisie et le Maroc ont introduit des réformes démocratiques au fils des ans, ils arrivent cependant au point de devoir cesser d'en introduire sous peine de voir leurs dirigeants perdre leur pouvoir. L'Algérie emprunta trop vite sur le chemin de la démocratie au goût de l'oligarchie au pouvoir

qui dû regagner contrôle après que le FIS gagna les élections. La Mauritanie est dirigée par un dictateur militaire, et la question du moment est plus de connaître qui succédera à Khadafi en Libye que de savoir si la démocratie arrivera. Les niveaux d'instruction sont bas mais s'améliorent et sont cohérents avec l'état du niveau économique de ces pays. Les droits de la femme varient selon les régimes. L'entière sphère socio culturelle du GMO demeure un secteur difficile, spécialement pour les pays qui conservent des attitudes musulmanes traditionnelles parmi la population.

Nous pensons que le projet GMO pourrait ne pas fonctionner ou qu'il ne sera jamais pleinement exécuté dans un futur proche. Du fait qu'il y ait des sentiments anti-américains islamistes dans chaque pays, il y a trop d'obstacles à surmonter. L'un des problèmes les plus significatif est que la pleine démocratie dans chaque pays pourrait aussi vouloir dire un changement de régime. L'Amérique gagne maintenant de plus en plus accès aux marchés Maghrébins et plus particulièrement au pétrole. Elle désire également une région stable pour garantir la sécurité des approvisionnements du Golfe Persique. Le projet GMO est un bel exemple de l'expression des grands idéaux américains. Par ailleurs, les Américains sont aussi pragmatiques et préféreraient de loin avoir une Afrique du Nord stable ; même au détriment du volet démocratique ; que de rivaliser avec des états islamiques qui leur seraient hostiles. Cette *realpolitik* fut probablement exprimée par Colin Powell qui, lors du Forum de l'Avenir, modéra des aspects du projet expliquant comment les reformes pouvaient s'effectuer aux rythmes propres a chaque pays. Une autre indication a été l'enveloppe budgétaire assignée ; d'un montant insignifiant comparé aux résultats envisagés et même comparé à l'aide bilatérale américaine au Moyen Orient. Les pays du Maghreb accepteront probablement un certain nombre de changements s'il y a de l'argent pour les financer. Comme il n'y en a pas le projet GMO est condamné a ne pas s'accomplir. Les Etats-Unis obtinrent des résultats ces dernières années avec le Maghreb. Ils ont convaincu des régimes et Si Quoiqu'il en soit nous sommes encore loin de l'accomplissement des buts du GMO.

On pourrai se demander si le projet Grand Moyen-Orient n'est pas en partie un exercice de relations publiques, qui visa uniquement à améliorer la performance de Georges Bush dans l'élection présidentielle passée et à récuser les objections Européennes concernant les projections hégémoniques américaines dans la région.

Le mot de la fin ira à Zbigniew Brzezinski :

*« L'administration Bush mérite reconnaissances pour son long engagement pour la démocratie au Moyen Orient. Cependant, même une bonne idée peu être gâtée par une exécution maladroite. Pire, l'idée peu échouer - spécialement si les gens arrivent a penser que des motifs cachés sont à l'œuvre. C'est précisément ce qu'il se passe avec le projet Grand Moyen Orient du Président Bush »<sup>60</sup>*

---

<sup>60</sup> BRZEZINSKI Zbigniew "The Wrong Way to Sell Democracy to the Arab World " New York Times, Page 19. 8 mars 2004



**Source :**  
<http://www.middleeastfacts.com/images/modern.gif>



### Documents du sommet

## **Partenariat pour le progrès et pour un avenir commun avec la région du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord**

Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du G8

Sea Island, 9 juin 2004

(traduit de l'anglais)

1. Nous, chefs d'État et de Gouvernement du G8, sommes conscients que la paix, le développement politique, économique et social, la prospérité et la stabilité dans les pays du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord constituent un défi qui nous concerne tous, ainsi que la communauté internationale dans son ensemble. C'est pourquoi nous proclamons notre soutien à la réforme démocratique, sociale et économique engagée dans cette région.

2. Les peuples du Moyen-Orient élargi et d'Afrique du Nord ont une riche tradition et une culture prestigieuse en matière notamment d'administration, de commerce, de science, d'arts. Ils ont beaucoup contribué, et de manière durable, à la civilisation humaine. Nous saluons les récentes déclarations des dirigeants de la région sur la nécessité des réformes, en particulier de la dernière déclaration publiée à l'issue du Sommet de la Ligue arabe à Tunis, dans laquelle les dirigeants arabes ont exprimé leur volonté de " mettre en place des bases solides pour la démocratie ". De même, nous nous félicitons des déclarations sur la réforme faites par des représentants du monde des affaires et de la société civile, notamment les déclarations d'Alexandrie et de la Mer Morte, de Sanaa et d'Aqaba. En tant que chefs d'État et de Gouvernement des grandes démocraties industrialisées du monde, nous reconnaissons notre responsabilité particulière pour soutenir la liberté et la réforme, et nous nous engageons à poursuivre nos efforts dans cette grande entreprise.

3. C'est pourquoi nous nous engageons aujourd'hui en faveur d'un Partenariat pour le progrès et un avenir commun avec les gouvernements et les peuples du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord. Ce partenariat reposera sur une véritable coopération avec les gouvernements de la région, ainsi qu'avec les représentants du monde des affaires et de la société civile, afin de consolider la liberté, la démocratie et la prospérité pour tous.

4. Les valeurs inscrites dans le Partenariat que nous proposons sont universelles. La dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'état de droit, le développement économique et la justice sociale sont des aspirations universelles qui sont inscrites dans les textes internationaux pertinents, tels que la Déclaration universelle des droits de l'homme.

5. À l'heure où nous lançons ce partenariat, nous adhérons aux principes suivants :

5.1 Renforcer l'engagement de la communauté internationale en faveur de la paix et de la stabilité dans la région du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord est essentiel.

5.2 Une solution aux conflits souvent âpres qui durent depuis longtemps, en particulier le conflit israélo-palestinien, constituerait un important facteur de progrès dans la région.

---

5.3 Parallèlement, les conflits régionaux ne doivent pas être un obstacle aux réformes. En effet, les réformes peuvent contribuer de manière significative à leur règlement.

5.4 Le rétablissement de la paix et de la stabilité en Irak est déterminant pour le bien-être de millions d'Irakiens et pour la sécurité de la région.

5.5 Le succès des réformes dépend des pays de la région, car le changement ne saurait ni ne peut être imposé de l'extérieur.

5.6 Chaque pays est unique et la diversité doit être respectée. Notre engagement doit tenir compte de la situation locale et permettre une appropriation locale. Chaque société doit parvenir à ses propres choix sur le rythme et l'ampleur du changement. Toutefois, cette diversité, aussi importante soit-elle, ne doit pas servir de prétexte pour empêcher la réforme.

5.7 Notre soutien à la réforme impliquera les gouvernements, les décideurs économiques et les sociétés civiles de la région, qui seront des partenaires à part entière dans notre effort commun.

5.8 Agir pour la réforme dans la région, dans l'intérêt de tous ses citoyens, est un effort de longue haleine qui requiert un engagement sur une génération de la part du G8 et de la région.

6. Notre action en faveur de la réforme de la région ira de pair avec un soutien en faveur d'un règlement juste, global et durable du conflit israélo-arabe, fondé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU. Nous approuvons pleinement la déclaration du Quartet en date du 4 mai 2004 et nous nous associons à lui dans sa " vision commune de deux États, Israël et un Etat palestinien viable, démocratique, souverain et contigu, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité ". Nous soutenons les travaux du groupe de travail international sur la réforme palestinienne et du comité de liaison ad hoc, et nous demandons instamment à tous les États d'étudier quelle aide ils pourraient apporter à leurs travaux. Nous nous félicitons de la création du Fonds fiduciaire de la Banque mondiale et nous demandons instamment aux donateurs de contribuer à cette importante initiative. Nous nous associons à l'appel lancé par le Quartet aux " deux parties pour qu'elles prennent des mesures afin de remplir leurs obligations en vertu de la feuille de route, comme le demandent la résolution 1515 du Conseil de sécurité de l'ONU et les déclarations antérieures du Quartet, et d'honorer les engagements qu'elles ont pris lors des sommets de la mer Rouge à Aqaba et à Charm-el-Cheikh. " Nous réaffirmons qu'un règlement juste, global et durable du conflit israélo-arabe, y compris en ce qui concerne la Syrie et le Liban, doit être conforme aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies, notamment la résolution 425, qui demande que " soient strictement respectées l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues ".

Nous sommes unis pour soutenir le peuple irakien et le Gouvernement provisoire Irakien pleinement souverain dans leurs efforts pour reconstruire leur pays. L'Irak a besoin du ferme soutien de la communauté internationale pour réaliser son potentiel et devenir un pays libre, démocratique et prospère, en paix avec lui-même, ses voisins et le monde tout entier. Nous nous félicitons de l'approbation à l'unanimité de la Résolution 1546 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'Irak et, tous ensemble, nous soutenons l'engagement durable et élargi des Nations Unies en Irak après le transfert de souveraineté, dans la mesure où les circonstances le permettront. Nous nous engageons à apporter aide et assistance au processus électoral qui aboutira à des élections nationales à l'Assemblée nationale de transition au plus tard le 31 janvier 2005.

Nous souhaitons tous unanimement voir la Force multinationale en Irak réussir dans sa mission

---

conformément à la résolution 1546 du Conseil de sécurité des Nations Unies, à savoir contribuer à rétablir et à préserver la sécurité, y compris en assurant la protection de la présence des Nations Unies, et soutenir les efforts humanitaires et de reconstruction. Nous avons exprimé notre volonté commune d'apporter notre soutien à la relance économique de l'Irak et nous demandons à d'autres pays d'en faire autant, en mettant l'accent sur les projets prioritaires identifiés par le Gouvernement provisoire. Nous nous félicitons du succès de la dernière conférence des donateurs du Fonds international pour la reconstruction de l'Irak qui s'est tenue à Doha et nous nous engageons à nous réunir avant la prochaine conférence qui se tiendra à Tokyo d'ici la fin de l'année pour déterminer comment chacun d'entre nous peut contribuer à la reconstruction de l'Irak. La réduction de la dette est essentielle pour permettre au peuple irakien de construire un pays libre et prospère. Cette réduction devrait être consentie dans le cadre d'un programme du FMI et être suffisante pour assurer la soutenabilité de la dette, en tenant compte de l'analyse récente du FMI. Nous coopérerons les uns avec les autres, au sein du Club de Paris, ainsi qu'avec les créanciers non membres du Club de Paris pour atteindre cet objectif en 2004. Pour contribuer à rétablir les liens de l'Irak avec le monde, nous étudierons comment mener des actions directement avec le peuple irakien (population, écoles et villes) qui sort de décennies de dictature et de privations afin de permettre la renaissance politique, sociale et économique de son pays.

8. Le partenariat que nous engageons aujourd'hui s'inscrit dans la politique de soutien aux efforts de réforme dans la région que nous menons depuis des années par le biais de nos programmes de coopération bilatéraux et multilatéraux. Le Partenariat euro-méditerranéen ("Processus de Barcelone"), l'initiative américaine pour un partenariat avec le Moyen-Orient, et l'initiative de dialogue nippo-arabe sont autant d'exemples de notre solide engagement à soutenir l'évolution démocratique et le développement économique. De même, nous sommes attachés à la réalisation de progrès de ce type en Afghanistan et en Irak grâce à nos efforts multilatéraux de reconstruction. Le Partenariat que nous proposons s'appuiera sur notre engagement actuel dans la région.

9. L'ampleur des difficultés que connaît la région exige un renouvellement de l'engagement en faveur de la réforme et de la coopération. Ce n'est qu'en conjuguant nos efforts que nous parviendrons à progresser durablement sur la voie de la démocratie. Nous accueillons avec satisfaction et nous soutenons les travaux d'autres gouvernements, institutions et organisations multilatérales dont l'objectif est de contribuer au développement de la région.

10. Au coeur de ce nouveau Partenariat, un "Forum pour l'avenir" ancrera nos efforts dans un dialogue ouvert et durable. Le Forum constituera un cadre ministériel qui réunira les ministres des affaires étrangères, de l'économie et d'autres ministres du G8 et de la région pour discuter de la réforme, avec des dialogues parallèles entre décideurs économiques et entre représentants de la société civile. Il servira de cadre pour être à l'écoute des besoins de la région et veiller à ce que nos efforts collectifs répondent à ces besoins.

11. Les efforts auxquels nous nous engageons aujourd'hui dans ce Partenariat se concentrent sur trois domaines :

11.1 Dans le domaine politique, progresser vers la démocratie et l'état de droit implique d'instaurer des garanties efficaces dans le domaine des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et notamment le respect de la diversité et du pluralisme. Cela entraînera la coopération, la libre-circulation des idées et le règlement pacifique des différends. La réforme de l'État, la bonne gestion des affaires publiques et la modernisation sont également des composantes nécessaires de la démocratie.

11.2 Dans le domaine social et culturel, l'éducation pour tous, la liberté d'expression, l'égalité entre hommes et femmes et l'accès aux technologies mondiales de l'information sont essentiels pour la modernisation et la prospérité. Une main-d'oeuvre mieux formée est

essentielle à une participation active à l'économie mondialisée. Nous concentrerons nos efforts sur la lutte contre l'analphabétisme et le renforcement de l'accès à l'éducation, en particulier pour les filles et les femmes.

11.3 Dans le domaine économique, la création d'emplois est la priorité des priorités pour nombre de pays dans la région. Pour accroître les chances de développement et promouvoir les conditions dans lesquelles le secteur privé peut créer des emplois, nous travaillerons avec les gouvernements et les décideurs économiques afin de stimuler l'esprit d'entreprise, de développer le commerce et l'investissement, d'améliorer l'accès aux capitaux, de soutenir les réformes financières, de garantir les droits de propriété, d'encourager la transparence et la lutte contre la corruption. La promotion du commerce intra-régional sera une priorité du développement économique du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord.

12. Le Partenariat pour le progrès et un avenir commun donnera un nouvel élan à notre relation avec la région du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord. Pour marquer notre engagement, nous publions aujourd'hui un premier Plan d'appui à la réforme qui définit les activités en cours et prévues afin de concrétiser ce Partenariat.

Source: [Présidence de la République française](#)

---

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages

CHAUPERADE Aymeric, *Géopolitique constantes et changements dans l'histoire..* Paris ; Ellipses, 2003 (2d édition).

DAVID Charles-Philippe, BALTHAZAR Louis et VAÏSSE Justin. *La politique étrangère des Etats-Unis : Fondements, acteurs, formulation.* Paris ; Presse de Sciences Po, 2003

FRACHON Alain, VERNET Daniel. *L'Amérique messianique : Les guerres des néo-conservateurs ;* Paris ; Seuil, 2004.

KAGAN Robert, *La puissance et la faiblesse- Les Etats-Unis et l'Europe dans le Nouvel Ordre Mondial,* 2003

KISSINGER Henry, *La Nouvelle puissance américaine.* Paris ; Fayard, 2003.

LACOSTE, Camille et Yves. *Maghreb Peuples et Civilisation.* Paris ; La Découverte Poche, 2004.

PLIEZ, Olivier (éditeur) *La Nouvelle Libye.* Paris ; Karthala – Iremam, 2004

TOCQUEVILLE Alexis de. « De la Démocratie en Amérique » in *Oeuvres Complètes de Tocqueville.* Paris ; Collection Bouquins, Robert Laffont, Paris, 1986.

VERMEREN Pierre. *Le Maroc en transition.* Paris ; Editions La Découverte, 2001.

### Articles de périodiques

*Les Notes de l'IFRI* n° 44- Le Maghreb après le 11 septembre, Paris ; 2002.

Ministère de l'Economie des Finances et de l'Industrie « L'espace économique euro-méditerranéen », République française. *Dossiers Dree.* mai 2004.

Les enjeux de l'intégration maghrébine Ministère des Finances et de l'Intégration du Royaume du Maroc. Document de travail n°90. Juillet 2003. p 16. document on line [http://www.finances.gov.ma/dpeg/publications/en\\_catalogue/doctravail/doc\\_texte\\_integral/dt90.pdf](http://www.finances.gov.ma/dpeg/publications/en_catalogue/doctravail/doc_texte_integral/dt90.pdf)

ABDELKAMEL K. « Projet du GMO – Guerre entre Paris et Washington », La Liberté, 12 dec 2004 <http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/us>

---

BENNANI-CHRAIBI Mounia, ETIENNE Bruno, LEVEAU Rémi, Le Maghreb à la croisée des chemins » *Questions internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française.

BEDAR Saïda, « Le Grand-Moyen Orient: un projet "post-colonial" global ? », *Diplomatie*, N°3, mai-juin 2003

BENCHENANE Mustapha, « Les Incertitudes du Maghreb », in *Enjeux Diplomatiques* 2004. Editions Economica. 2004

BENDOUROU Omar. « Les régimes politiques et le défi de la transition démocratique. » *Questions internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française. pp. 54-66

DAGUZAN Jean-François, « La Méditerranée au prisme du nouveau panorama stratégique: du partenariat de Barcelone au "Grand Moyen-Orient" ». *Fondation Méditerranéenne d'Etudes stratégiques*.

DAGUZAN Jean-François, Les Etats-Unis et la Méditerranée Ouvrage collectif, sous la direction de Jean-François DAGUZAN, Toulon, FME, 2001 Collection STRADEMED n°12 *Fondations méditerranéenne d'études stratégiques*. Editions Publisud 2002

DAHOUZ Zakya, « Les diplomaties du Maghreb: une réorientation stratégique vers les Etats-Unis ». *Questions internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française.

HAINÉ Jean-Yves, « La politique étrangère américaine » : Wilson orphelin " in *Les politiques étrangères. Ruptures et continuités*, Frédéric Charillon (dir.), coll. Les Études, La Documentation française, Paris, 2001, pp. 35-62.

HUNTINGTON Samuel P. " Le choc des civilisations ? ", *Revue Commentaire*, n° 66. Editions Plon 1994.

KATEB Kamel. « Des populations à l'étroit dans un vaste territoire ». *Questions internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française. p.43-44

LAVERGNE Marc, « Le Monde arabe face aux défis de la mondialisation » in *Moyen Orient : transitions. La Revue Internationale et stratégique* N° 40 Hiver 2000-2001. Editions IRIS-PUF.

LEE Matthew. «From Greater Middle East Initiative to Broader one ». 7 décembre 2004  
Publié sur Internet, site middle-east online  
<http://www.middle-east-online.com/english/morocco/>

MAHIOU Ahmed, « Unité et diversité du Maghreb » *Questions internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française.

MAKKI Sami, "La Stratégie américaine en Méditerranée", *Confluences Méditerranée*, N°40 Hiver 2001-2002, Numéro spécial : La Méditerranée à l'épreuve du 11 septembre, Paris: L'Harmattan, janvier 2002, pp. 125-140

ORAIZI A. « Le rêve simpliste du Grand Moyen-Orient ». *Le débat Stratégique* N° 75 – Juillet 2004. Paris : Publication CIRPES.

SAÏD MEKKI Mohamed. « Vers un partenariat stratégique Alger-Washington ? ». *Le Débat Stratégiqu.* N°52 Septembre 2000

SCHMID Dorothee « Le Partenariat euro-méditerranéen : une entreprise inachevée ». *Questions internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française.

### **Articles de Presse**

ABDELKAM EL, K. « Projet du grand moyen-orient Guerre entre Paris et Washington ». *Liberté* 12 décembre 2004 Publié sur le web [http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/us/gmo\\_guerre.html](http://www.algeria-watch.org/fr/article/pol/us/gmo_guerre.html)

ACHCAR Gilbert. Le nouveau masque de la politique américaine au Proche-Orient, *Le Monde Diplomatique*. Avril 2004 p. 14 -15.

ADLER Alexandre, « Etats-Unis, Pétrole, systèmes d'alliance, Moyen-Orient... Les invariants de la politique américaine . » *Le Figaro*, 3 novembre 2004

AFP, « Le Maghreb pas concerné par l'initiative du Grand Moyen-Orient (UMA) ». *AFP*, le 12.06.2004 à 20h15

BRAHIMI Youcef, « Partenariat de défense Europe–Maghreb : Première réunion d'experts à Paris le 30 septembre. *Le Jeune Indépendant*, 25 septembre 2004

BARROUHI Abelaziz. « Le retour des américains est imminent», Interview de Abdallah al-Badri. *Jeune Afrique l'Intelligent* n° 2292 12-18 décembre 2004. p. 63

BRZEZINSKI Zbigniew “The Wrong Way to Sell Democracy to the Arab World “ *New York Times*, Page 19. 8 mars 2004

CHENEY Dick, « The Greater Middle East- The Bush Administration's Perspective». *The Globalist*. 6 février 2004

CREACH, Jean, « Washington demande à utiliser des bases en Afrique du Nord » in « Il y a 50 ans dans Le Monde. *Le Monde*, 23 mars 2004.

GHARBI, Samir « Tunisie : le long combat contre la pauvreté » *Jeune Afrique l'Intelligent* No 2288, 14-20 novembre 2004, p50.

GNESOTTO Nicole, « A quoi sert le « Grand Moyen-Orient » ?, *Le Figaro*, 10 février 2004.

HACHIMI ALAOUI Nadia, « Les Etats-Unis parviennent à conclure un accord de libre-échange avec le Maroc ». *Le Monde*, 06 Mars 2004

---

HADDAD Saïd, « Economies du Maghreb : entre restructuration et lutte contre la pauvreté » *Questions internationales* n°10 novembre-décembre 2004. La Documentation Française. p 41-45 « Projet du grand moyen-orient Guerre entre Paris et Washington ».

HOUWEIDI Amin, «The Greater Middle East Plan». *Al-Hayat*, 15 Mars 2004

MARTI Serge « Le "Grand Moyen-Orient", une zone aussi hétérogène que mal gouvernée *Le Monde Economie*, 24 Mars 2004.

MELLAH Salima; RIVOIRE Jean-Baptiste « Enquête sur l'étrange « Ben Laden » du Sahara » *Le Monde diplomatique*, février 2005. p 4 et 5.

LAHLOU, Yasmina « Le Forum de l'avenir n'aura pas lieu » *Jeune Afrique l'Intelligent* No 2293, 19-25 decembre 2004.

Le Monde « Le "Forum de l'avenir" marqué par des revendications arabes » Publié sur le web <http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3218,36-390620,0.html>

LEMILI. A. « L'Algérie, l'UMA, l'OTAN, le GMO et les autres . » *La Tribune d'Alger*, 12 Décembre 2004. Publié sur le web le 13 Décembre 2004. <http://fr.allafrica.com/stories/printable/200412130256.html>

RICHE Pascal, Entretien avec Robert Malley, ancien conseiller de Bill Clinton pour le Moyen-Orient « L'hostilité envers les Etats-Unis atteint des niveaux inégalés » *Libération*, 9 juin 2004 document Internet lien : <http://www.liberation.fr/page.php?Article=207592>

OUNAÏËS Ahmed, « Le contre-projet européen face au Grand Moyen-Orient américain ». *Réalités* N° 959. du 13 au 19/05/2004

The Economist. A creaking partnership in *The Economist Global Agenda*. 7 juin 2004. Traduit par l'auteur [http://www.economist.com/agenda/displayStory.cfm?story\\_id=2730306](http://www.economist.com/agenda/displayStory.cfm?story_id=2730306)

TAKHEROUBT B. « Les USA et l'UE se disputent les pays du Sud-Méditerranéen. La guerre des programmes de développement » *L'Expression*, 16 février 2005.

TREAN Claire et ZECCHINI Laurent, « Les Etats-Unis lancent leur projet d'un "Grand Moyen-Orient" *Le Monde*, 27 Février 2004

TUQUOI Jean-Pierre, "Après la Jordanie, le Maroc bénéficie d'un accord de libre-échange » *Le Monde Economie*, 24 mars 2004

SHIHAB Sophie, « Les dirigeants arabes récusent les "recettes imposées de l'extérieur" » *Le Monde*, 27 Février 2004

SID-AHMED Mohamed, " On the Greater Middle East" *Al Ahram Weekly* 26 February - 3 March 2004 Issue No. 679 lien : <http://weekly.ahram.org.eg/2004/679/op3.htm>

---

ZAHAR Taïeb, «Tunisie-USA : pour un partenariat dynamique». *Réalités* N° 948 du 26/02 au 3/03/2004

ZECCHINI Laurent, « Paris et Berlin réponse au plan américain de Grand-Moyen Orient » ;  
Le Monde, 03 mars 2004

### **Divers**

JOHNSON Richard . *Le Maroc entre deux visions : L'Europe et les Etats-Unis*. Conférence à Hem, 13 novembre 2001. Ambassade des Etats-Unis d'Amérique à Rabat.

Partnership for Progress and a Common Future With the Region of the Broader Middle East and North Africa – Sea Island, Georgia

### **Sites Internet**

<http://www.ehess.fr/cirpes/index.html>

<http://mepi.state.gov/> site du Gouvernement d'Etat Américain.

<http://www.iris-france.org> site de l'institut des relations internationales et stratégiques

<http://medintelligence.free.fr/>

<http://www.ifri.org/> site de l'Institut Français des Relations Internationales

<http://www.medeas.be/> site de l'Institut Européen de Recherche sur la Coopération Méditerranéenne et Euro-Arabe

<http://www.bakerinstitute.org/>

<http://www.algeria-watch.org/>

<http://www.thucydide.com/>

## TABLE DES MATIERES

<b>INTRODUCTION</b>	p.1
<b>PREMIÈRE PARTIE :</b> <b>La politique étrangère américaine et le projet Grand Moyen Orient</b>	p.3
<b>A/Les fondements de la politique étrangère américaine</b>	p.3
1. <i>La destinée manifeste de l'Amérique</i>	p.3
2. <i>La doctrine Wilson</i>	p.3
3. <i>La montée en puissance des idées des néo-conservateurs</i>	p.5
<b>B/Le tournant du 11 Septembre 2001</b>	p.6
<b>C/Le projet Grand Moyen Orient : principe ,genèse et évolution de Eizenstat au Forum de l'Avenir</b>	p.7
1. <i>Principes</i>	p.7
2. <i>Genèse et évolution</i>	p.8
2.1 <i>Le projet Eizenstat</i>	p.8
2.2 <i>Le Middle East Partnership Initiative (Initiative de Partenariat avec le Moyen Orient, MEPI).</i>	p.9
2.3 <i>Le sommet du G8 à Sea Island</i>	p.9
2.4 <i>Le Forum de l'Avenir</i>	p.10
3. <i>Le Contexte géo stratégique du projet</i>	p.11

---

<b>SECONDE PARTIE :</b>	
<b>Réactions et implications face au projet Grand Moyen Orient</b>	p.14
<b>A/ Réactions</b>	p.14
<b>B /Implications pour le Maghreb</b>	p.16
1. <i>Mauritanie : Problème des droits de l'Homme</i>	p.16
2. <i>Maroc : allié américain traditionnel</i>	p.18
3. <i>Algérie : un état pivot</i>	p.21
4. <i>Tunisie : un viel allié américain</i>	p.23
5. <i>Libye : une situation qui s'améliore</i>	p.25
<b>C/L'Europe défiée dans ses relations avec le Maghreb</b>	p.28
1. <i>Europe-Maghreb : une relation ancienne et difficilement dissociable</i>	p.28
2. <i>L'affrontement de deux politiques de régionalisation</i>	p.29
<b>D /Une réorientation stratégique volontaire vers les Etats-Unis ?</b>	p.31
1. <i>Un désenchantement à l'égard de l'Europe</i>	p.31
2. <i>L'influence des évènements du 11 Septembre</i>	p.32
3. <i>Le Sahara une nouvelle pépinière d'islamistes ?</i>	p.33
<b>CONCLUSION</b>	p.34

## **ANNEXES**

Annexe 1- Carte de la zone Grand Moyen Orient

Annexe 2- Texte du « Partenariat pour le progrès et pour un avenir commun avec la région du Moyen-Orient élargi et de l'Afrique du Nord » . Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du G8 Sea Island, 9 juin 2004

## **BIBLIOGRAPHIE**